



**Carrefour
de participation,
ressourcement et
formation**

**Rapport d'enquête sur les besoins de formation aux
pratiques d'analyse sociopolitique dans les groupes
d'action communautaire autonome**

Suite à la tournée

La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir



Décembre 2011

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
CADRE GÉNÉRAL DE RÉALISATION DE L'ENQUÊTE.....	6
MÉTHODOLOGIE.....	8
ENCADREMENT DU PROJET.....	12
RÉSULTATS.....	13
ANALYSE DES RÉSULTATS.....	26
SECTION SUR LE WEB 2.0.....	46
CONCLUSIONS.....	49
REMERCIEMENTS.....	50
ANNEXE I TOURNÉE MELS 2010-2011.....	52
DÉMARCHE ET QUESTIONNAIRE	
ANNEXE II TOURNÉE MELS 2010-2011.....	54
QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE SUR LE WEB 2.0	
ANNEXE III TOURNÉE MELS 2010-2011.....	56
SYNTHÈSE DE CONSTATS ET PISTES DE SOLUTION	
ANNEXE IV TOURNÉE MELS 2010-2011.....	61
SYNTHÈSE DES PISTES DE DÉVELOPPEMENT	
POSSIBLES POUR LE CPRF	

INTRODUCTION

En 2010-2011, le Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF) partait en tournée dans des régions éloignées des grands centres urbains, grâce au financement du Ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports. La tournée ***La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir*** a permis au CPRF de récolter les besoins des intervenantEs et membres d'organismes et de regroupements d'organismes communautaires autonomes concernant le soutien à apporter à leur travail de formation sociopolitique vécu au quotidien avec les participantEs de leurs organismes. Nous voulions évaluer la pertinence, pour le CPRF, de les soutenir, même à distance, dans ces pratiques.

Cette tournée a aussi été une occasion idéale de faire connaître à des personnes, des organismes et des regroupements éloignés de Montréal l'approche de formation conscientisante du CPRF via l'expérimentation de la dernière-née de ses sessions de formation, *Écologie et Justice*. Des outils spécifiques ont été développés pour soutenir le travail d'après-session dans les groupes. Par la collecte d'informations et les ateliers tenus à Baie-Comeau, Rouyn-Noranda, Chandler ou Cap-aux-Meules, le CPRF a cerné plus finement les pistes d'actions à mettre en œuvre dans son propre développement, en vue de mieux soutenir les organismes dans leurs pratiques de formation et d'analyse sociopolitique.

Ce rapport d'enquête s'adresse à l'ensemble des intervenantEs et des organismes qui œuvrent en Action Communautaire Autonome (ACA). Plusieurs intervenantEs et organismes communautaires se reconnaîtront dans les commentaires recueillis et seront

intéressés à prendre connaissance des idées développées par les groupes pour pallier à leur éloignement, leur manque de ressources ou leur contexte difficile.

Dans les pages qui suivent, un bref rappel du cadre général de réalisation de l'enquête et des objectifs de la tournée sera fait, suivi d'une présentation de la méthodologie de l'enquête, des résultats obtenus et d'une analyse de ces résultats. Suivront diverses pistes d'actions à mettre en œuvre pour répondre aux besoins exprimés par les intervenantEs. Finalement, un dernier chapitre sera réservé à l'exploration par le CPRF des possibilités offertes par le web.

C'est donc avec fierté que nous vous convions à prendre connaissance du présent rapport d'enquête!

L'équipe du CPRF

CADRE GÉNÉRAL DE RÉALISATION DE L'ENQUÊTE

Lors de rencontres avec des personnes intervenantes dans des organismes d'action communautaire autonome (ACA) et d'autres organismes nationaux de formation, un constat revient souvent : la formation à la réflexion critique, à partir des réalités concrètes, faite avec les participantEs des groupes sur des enjeux de société, est de moins en moins intégrée à la pratique et aux activités des organismes. On reconnaît également le rôle prépondérant des intervenantEs dans la promotion et le développement de cette pratique de formation « sociopolitique » pour développer la capacité d'agir des personnes, individuellement et collectivement, dans le but de contribuer démocratiquement au développement de la société.

La formation visant à mieux « outiller » l'intervention et la gestion (*gouvernance, gestion des ressources humaines, processus d'évaluation, intervention en situation de crise, planification stratégique, etc.*) dans les organismes est importante, mais la pratique participative de réflexion sociopolitique est aussi une compétence à développer pour garder au mouvement d'action communautaire autonome (ACA) son rôle d'acteur du développement de la société québécoise.

En 2010, l'appui du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) avait permis le développement de la nouvelle démarche de formation sociopolitique *Écologie & Justice*. Cette formation adaptée aux milieux populaires propose une approche globale et une pédagogie dynamique. Elle vise une saisie générale de ces enjeux, tout en mettant l'accent sur le pouvoir de l'action citoyenne, qui conduit les individus à devenir des agentEs de changement capables de mener des actions collectives en vue de la transformation sociale.

Dans le cadre de cette démarche, nous avons aussi élaboré des outils pour améliorer notre approche d'avant ou d'après session de formation, de façon à aider les intervenantEs à en maximiser les effets et à faciliter notre travail de suivi auprès d'eux.

D'autres expérimentations étaient nécessaires pour vraiment mettre au point ces nouveaux outils et les adapter à l'ensemble de notre travail.

Les groupes et les réseaux d'organismes de régions éloignées, aux prises avec la réalité de territoires étendus et ayant moins facilement accès à des ressources de formation, avaient manifesté leur intérêt à vivre la démarche de formation. Surtout, ils souhaitaient contribuer eux aussi à la réflexion sur l'importance de la formation sociopolitique et sur les moyens à développer pour soutenir, partager avec d'autres leur travail et leurs efforts en ce sens, sans que la distance soit un handicap majeur.

Grâce au soutien financier du MELS, le CPRF a donc réalisé en 2010-2011 un projet dont les objectifs étaient :

Identifier les besoins des intervenantEs et les moyens de les soutenir, à distance, dans le défi de stimuler et de développer la pratique de formation sociopolitique auprès des organismes d'ACA et expérimenter les outils développés à leur intention, en amont et en aval de la session *Écologie & Justice* dans des régions éloignées.

Avec la collaboration de regroupements et de réseaux régionaux d'organismes d'action communautaire autonome:

- **FAIRE ENQUÊTE** sur la **PRATIQUE** et les **BESOINS** de formation pour stimuler et soutenir la pratique de **FORMATION SOCIOPOLITIQUE** et développer des outils pour en maximiser les effets, évitant ainsi que la distance soit un handicap majeur.
- Tenir la session *Écologie & Justice* pour **EXPÉRIMENTER** les **OUTILS**, utilisés en amont et en aval, déjà développés à l'intention des intervenantEs pour maximiser les effets de cette session et **STIMULER** la **PRATIQUE** de formation sociopolitique.

Avec l'appui de groupes ayant une pratique de formation à distance :

- Analyser et **ÉVALUER** les **MOYENS TECHNOLOGIQUES** possibles à développer pour **RÉPONDRE À DISTANCE** aux besoins identifiés pour améliorer et maximiser l'impact du travail de formation de ces organismes.

MÉTHODOLOGIE

Aux fins de cette enquête, le CPRF a privilégié une méthodologie participative, impliquant entre autres la tenue de la nouvelle session de formation et d'analyse sociopolitique *Écologie et justice*, suivie d'un atelier de réflexion concernant l'expérimentation concrète du matériel pédagogique développé dans le cadre de cette session. Cette manière de procéder permettait aux intervenantEs présentEs aux ateliers de réflexion d'avoir une référence commune et récente à une activité de formation et d'analyse sociopolitique. Les ateliers ont été menés sous forme d'échanges semi-dirigés en groupe et se concluaient par une évaluation orale.

La même démarche devait être proposée à deux régions que nous ne pouvions visiter, faute de moyens financiers, c'est-à-dire le Bas St-Laurent et le Saguenay-Lac-St-Jean. Seule la région du Saguenay-Lac St-Jean a été en mesure de participer. Les questions ont été envoyées par courriel quelques jours avant une entrevue téléphonique permettant de recueillir les réponses de cette région et de les intégrer au présent rapport. Cette stratégie a permis de faire une analyse comparative entre les régions qui avaient suivi la session de formation *Écologie et justice* et celle qui ne l'avait pas suivi.

Finalement, à la fin du processus, **deux types d'évaluation** permettaient de mesurer l'impact et la portée à plus long terme de la réflexion sur les besoins de formation en analyse sociopolitique, soit :

- Un **questionnaire écrit**, envoyé quelques semaines après la tenue des sessions, qui permettait de **mesurer l'impact** de la session dans les régions visitées et **l'utilisation** faite des outils laissés au moment de la session.
- Une relance faite par un **échange téléphonique** auprès des répondantEs partenaires régionaux afin de recueillir une **appréciation globale** et rétrospective des ateliers, et de **vérifier l'impact** de ceux-ci sur la volonté, la compétence et l'intérêt des intervenantEs à développer leurs compétences en formation et en analyse sociopolitique.

2.1 LES RÉGIONS VISÉES PAR L'ENQUÊTE

Abitibi-Témiscamingue : Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT). Répondant partenaire : Philippe Marquis.

Côte-Nord : Table des groupes populaires. Répondant partenaire : Michel Savard.

Gaspésie : Table de concertation des groupes de femmes de Gaspésie-Les îles.
Répondante partenaire : Marie-Thérèse Forest.

Îles- de- la- Madeleine : Regroupement des femmes La Sentin'elle.
Répondante partenaire : Solange Turbide.

Région non visitée

Saguenay Lac-St-Jean : Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire de Saguenay, Lac St-Jean, Chibougamau.
Répondante partenaire : Dominik Villeneuve

2.2 RESPONSABILITÉS ET RÔLES DES RÉPONDANTÉS PARTENAIRES

Les répondantEs partenaires, tous et toutes salariéEs de regroupements communautaires régionaux, prenaient en charge la mobilisation et l'organisation logistique des sessions et des ateliers de réflexion en plus d'y participer. Leur rôle était d'avoir un **point de vue global** sur les réflexions apportées et de servir d'intermédiaires au moment des évaluations subséquentes.

Dans le cas de la région non visitée, le rôle de la répondante partenaire se résumait à une entrevue téléphonique semi-dirigée avec la personne chargée du projet, afin de récolter sa vision des besoins de formation en analyse sociopolitique et de soutien au développement des compétences des intervenantEs de sa région.

2.3 DÉMARCHE D'ATELIERS ET QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

Dans chacune des régions visitées, les intervenantEs étaient invitéEs à répertorier, avant la tenue de l'atelier, les activités à caractère sociopolitique qui s'étaient déroulées dans leur organisme au cours de la dernière année.

Au moment des ateliers, une mise en commun de ces activités a permis de déterminer ensemble ce qui relève réellement des pratiques d'analyse et de formation à caractère sociopolitique. Par la suite, un échange semi-dirigé d'environ 2 h 30 permettait d'aborder (en une dizaine de questions) toutes les facettes des besoins de soutien dans le développement des pratiques de formation sociopolitique.

Le questionnaire d'enquête¹ ciblait 5 objectifs :

- Mieux connaître les besoins de soutien à distance dans le travail d'analyse sociopolitique des intervenantEs communautaires des groupes et regroupements aux prises avec l'éloignement territorial ;
- Explorer des moyens et des outils pour maximiser les effets des pratiques d'analyse sociopolitique et soutenir à distance les efforts des regroupements, des groupes et des intervenantEs dans ce défi ;
- Renforcer le rôle des intervenantEs et identifier leurs besoins de formation à la pratique de formation sociopolitique, et les moyens pour y répondre, même à distance ;
- Orienter le développement d'outils pédagogiques au CPRF pour soutenir à distance le travail des intervenantEs communautaires ;
- Nourrir la réflexion du CPRF sur les possibilités du web comme outil de soutien au développement des pratiques de formation sociopolitique et d'échange.

L'échange en atelier se concluait par une brève évaluation orale de la rencontre. À noter que le même questionnaire d'enquête a été utilisé pour l'entrevue téléphonique auprès de la répondante partenaire régionale qui n'a pas été visitée. En passant le même questionnaire d'enquête à une répondante partenaire qui n'accueillait pas la tournée dans

¹ **Voir annexe 1** : Tournée MELS 2010-2011 – La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir ! - DÉMARCHE ET QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

sa région, nous escomptions bonifier l'échantillon de réponses sans augmenter démesurément les coûts.

Nous n'avons pas remarqué de différences fondamentales entre les réponses offertes par les régions visitées et par la région qui n'a pas été visitée. Le seul élément différent est l'expression d'un sentiment d'isolement un peu plus grand et un intérêt plus marqué quant au réseautage autour des pratiques d'éducation populaire autonome dans la région qui n'a pas été visitée.

2.4 LE QUESTIONNAIRE D'APRÈS SESSION

L'utilité du questionnaire d'après session, envoyé aux répondantEs partenaires régionaux quelques semaines après le passage du CPRF avec la session *Écologie et justice*, était de mesurer à la fois l'impact de la session et **l'utilisation des outils** d'après session alors présentés aux intervenantEs. Les répondantEs régionaux étaient invitéEs à répondre à ce questionnaire en compagnie des participantEs à la session.

Le questionnaire d'après session était composé d'une dizaine de questions permettant d'évaluer tant l'accessibilité et la pertinence des outils proposés et des contenus abordés que les impacts de la session de formation sur le groupe et les suites données à la formation.

2.5 L'ENTREVUE TÉLÉPHONIQUE

Cette entrevue, réalisée plusieurs mois après le passage du CPRF, permettait de vérifier à plus long terme les **retombées** de la tournée. Composée d'une dizaine de questions, elle validait auprès des partenaires régionaux la clarté des objectifs de la tournée, les détails entourant la promotion et la coordination logistique, ainsi que le déroulement même des ateliers de réflexion. Le taux de réponse à cette entrevue a été de 100%. Cet outil d'évaluation s'est avéré pertinent pour mesurer l'atteinte des objectifs de la tournée.

ENCADREMENT DU PROJET

3.1 COMITÉ D'EXPERTES EN FORMATION

Pour le développement de ses divers questionnaires, l'ajustement des outils et l'analyse des résultats de l'enquête, le CPRF a fait appel à l'expertise de sept alliés spécialisés en éducation populaire autonome et oeuvrant dans des milieux variés (universitaire, communautaire, de recherche et d'engagement). Ces expertes, réunies en comité, se sont rencontrées à quatre reprises au cours du projet. Leurs précieux commentaires ont permis de valider et de bonifier l'ensemble du processus élaboré pour la réalisation du projet.

3.2 CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'ensemble de la réalisation du projet de tournée et d'enquête a bien entendu été chapeauté par le conseil d'administration du CPRF. Quatre rencontres ont traité de l'avancement du projet au cours de l'année 2011.

3.3 ÉQUIPE DE FORMATION

La personne chargée du projet était étroitement soutenue par l'équipe de formation du CPRF, composée de quatre membres chevronnés.

RÉSULTATS

4.1 QUANTITATIFS

33 participantEs de **20 organisations** différentes, issues de **5 régions** du Québec ont participé à cette enquête.

Abitibi-Témiscamingue (Rouyn-Noranda) : 6 intervenantEs et 2 salariés de regroupements régionaux, provenant de 5 organisations différentes.

Côte-Nord (Baie-Comeau) : 8 intervenantEs et 2 salariés de regroupements régionaux, provenant de 6 organisations différentes.

Gaspésie (Chandler) : 5 intervenantEs et 1 salariée d'un regroupement régional, provenant de 5 organisations différentes.

Îles-de-la-Madeleine (Cap-aux-Meules) : 8 intervenantes, provenant de 3 organisations différentes.

Saguenay Lac-St-Jean (Saguenay) : 1 salariée d'un regroupement régional, par entrevue téléphonique.

4.2 QUALITATIFS

Les intervenantEs rencontrés au cours de la tournée ont pu s'entendre sur une définition commune (proposée par le CPRF) de la formation sociopolitique dans une organisation d'action communautaire autonome. La voici :

La formation à la réflexion critique, à partir des réalités concrètes, faite avec des personnes participantes des groupes sur des enjeux de société.

On note une grande parenté avec une compréhension de l'éducation populaire autonome² en ce sens que les formations sociopolitiques peuvent prendre plusieurs

² Définition *Éducation populaire autonome*: Des moyens qui changent notre vision du monde, que nous choisissons ensemble, pour nous rendre plus forts et transformer la société. (source : MÉPACQ 1982/CPRF 2011)

formes, mais ont comme objectifs de partir de la réalité des personnes et de conduire à l'action, dans une perspective de justice sociale.

*La formation sociopolitique est **un outil** qui permet de reprendre ensemble du pouvoir sur nos vies. Par l'analyse critique, on se politise, on développe un esprit plus critique, on articule sa pensée, sa compréhension du monde. Les gens prennent beaucoup leurs idées à la télévision, il y a un grand besoin d'arguments pour contrer le discours des médias.*³

Faire de l'analyse sociopolitique, c'est réserver un temps où on peut parler du contexte social et politique, c'est-à-dire où on fait une analyse des enjeux en abordant la notion de pouvoir et où on fait une analyse des rapports de pouvoir.

▪ **Conditions favorables à la formation sociopolitique**

Lors des ateliers de réflexion, les intervenantEs ont identifié des conditions favorables à l'exercice de la formation et de l'analyse sociopolitique chez eux. Elles peuvent se subdiviser en trois catégories, soit les conditions favorables 1) avec les personnes participantes, 2) pour les intervenantEs travaillant dans les organismes et 3) dans la concertation entre organismes.

1) Avec les personnes participantes

Créer la gang, une bonne ambiance, réfléchir ensemble tout en passant un bon moment.

Ne pas évacuer l'histoire des luttes et des gains réalisés.

Les contextes électoraux ou lorsque la conjoncture suscite l'indignation des gens.

Quand les formations donnent place aux personnes et à leurs expériences, leurs expertises.

Construire ensemble un savoir commun.

Développer des démarches interactives qui permettent la réflexion commune sans pour autant être écrasantes. Permettre aux personnes de contribuer au contenu.

Avoir des visuels efficaces, des concepts clefs vulgarisés, des animations stimulantes qui se vivent dans le plaisir. Diversifier les outils et techniques d'animation.

Le fait de dégager du temps dans les organisations pour faire de l'analyse de conjoncture AVEC les participantEs.

³ Les passages en italiques dans les encadrés sont des extraits de commentaires recueillis auprès des intervenantEs au cours de la tournée.

Avoir du temps disponible, non structuré, pour saisir les occasions au vol de faire de la formation en lien avec la conjoncture.

Établir et rappeler le lien entre une activité de formation et d'analyse sociopolitique et la mission de transformation sociale.

2) Pour les intervenantEs travaillant dans les organismes

Connaître son milieu, son contexte, son monde.

Garder du temps pour tenir des discussions de fond sur leur rôle d'agents de transformation sociale.

Le degré de politisation, de sens critique, de capacité d'analyse des intervenantEs, qui sont eux-mêmes indignéEs.

Toujours rester dans un rapport égalitaire avec les participantEs.

Quand on met à contribution des personnes qui ont une expérience en ÉPA pour soutenir les nouveaux intervenantEs.

3) Dans la concertation entre organismes

L'organisation d'activités à plusieurs groupes d'une même région.

La solidarité entre les organismes du coin, la culture de concertation, le fait de suivre les formations ensemble et à plusieurs travailleurs d'un même organisme, de s'en reparler.

▪ **Conditions défavorables à la formation sociopolitique**

En revanche, les conditions défavorables seraient :

1) Avec les personnes participantes

La désinformation des médias et le discours dominant qui confinent à l'individualisme.

La culture clientéliste et la culture du service.

L'absence de matériel vulgarisé ou adapté, et pas seulement pour les personnes ayant des handicaps (visuels, moteurs, auditifs, intellectuels ou troubles de santé mentale).

2) Pour les intervenantEs travaillant dans les organismes

Le peu de personnel dans les organismes, la surcharge des permanentEs et le manque de ressources financières.

Le roulement accéléré du personnel dans les organismes et le manque de temps pour encadrer la formation des nouveaux. La difficulté de recruter des gens politisés, de gauche. Les mécanismes d'embauche qui ne mettent pas l'accent sur la compétence à l'analyse sociopolitique.

La place grandissante réservée au service dans les organismes, la culture de service qui prend le dessus sur la culture de transformation sociale, en lien avec le manque de financement récurrent et la multiplication du financement privé pour les services.

Quand on court après sa queue au point de ne jamais prendre le temps de se reparler de nos formations et de les transmettre. Le nombre grandissant de dossiers traités.

Le cynisme, la désillusion, le découragement, le défaitisme, la démobilisation qui atteignent trop souvent les intervenantEs eux-mêmes.

Le fonctionnement en silo, ou encore la spécialisation des tâches qui fait que ce n'est pas le dossier de personne. La culture universitaire de plus en plus marquée et la perte de connaissance de l'ÉPA.

Les exigences des bailleurs de fonds au plan des résultats quantifiables et mesurables. Les ressources financières sont toutes rattachées à la livraison de services et pas à la mission globale incluant la formation et l'analyse sociopolitique.

3) Dans la concertation entre organismes

Les distances à couvrir, en régions, et le coût que cela occasionne. L'étendue du territoire et le manque de transport abordable pour créer des moments de rencontre.

*Les commandes parachutées **d'en haut** (regroupements nationaux, coalitions nationales, ministères, etc.).*

Le langage spécialisé employé par les regroupements nationaux dans leurs analyses. La présence de plus en plus marquée de la culture universitaire.

▪ **Comment maximiser l'impact de la formation sociopolitique?**

À la question *Qu'est-ce qui vous aiderait à maximiser l'impact de la formation sociopolitique dans le quotidien des organismes*, les réponses des intervenantEs peuvent se regrouper en trois grandes catégories :

1) La préparation

S'accorder du temps de formation mais aussi du temps pour développer nos analyses.

Reprendre des outils découverts lors de formations pour les redonner dans nos organismes.

*Comment placer le tout dans un processus continu pour susciter l'intérêt du CA et des membres?
L'idéal est d'avoir prévu le tout d'avance, de l'avoir inscrit dans le plan d'action, d'avoir préparé l'avant et l'après formation.*

L'enjeu est souvent de se donner le temps de bien publiciser pour avoir un nombre suffisamment élevé de participantEs. Porter une attention particulière au vocabulaire utilisé lors de la promotion.

2) Les choix pédagogiques

Le fait de vivre les temps de formation à plusieurs, et aussi d'animer les formations sociopolitiques à plusieurs dans nos organismes est soutenant.

Trouver le moyen de toucher les participantEs, de les intéresser avec des moyens simples et concrets.

*Porter une attention particulière au vocabulaire utilisé. Si tu fais un jeu, comment tu t'y prends ?
Comment s'assurer qu'il sera accessible ?*

On se souvient toujours mieux des formations quand il y avait un visuel « punché », une image symbolique forte (exemple : le mille-feuille). LE POWERPOINT EST À OUBLIER comme outil pédagogique lors des formations!

Au niveau de l'analyse à transmettre, il faut provoquer le questionnement à partir de la réalité des gens. Partir de ce qui les indigne.

Les activités doivent s'inscrire dans un processus : (prise de conscience, information, analyse des enjeux sur nos vies, action collective, retour sur l'action, etc.)

3) Les suivis

Le fait de redonner en tout ou en partie une formation dans son propre organisme permet de mieux se l'approprier. Sinon, au bout de deux mois on a déjà perdu ça de vue.

S'il n'y a pas de suivi fait par l'organisme qui donne la formation, après cela c'est difficile. On pense à une relance par courriel (par exemple) ou un suivi aussi par courriel.

Ça nous prend le matériel pour être en mesure d'offrir ce suivi.

Devenir des agentEs de changement. Proposer des gestes à poser, les poser nous-mêmes, être des exemples, des modèles.

▪ **Que pourrait faire le CPRF pour maximiser l'impact de la formation sociopolitique?**

À la question *Qu'est-ce que le CPRF pourrait offrir pour maximiser l'impact de la formation sociopolitique dans le quotidien de votre organisme*, les intervenantEs ont répondu selon quatre catégories.

1) Les outils pédagogiques

Sur les outils pédagogiques, les intervenantEs ont dit qu'ils cherchent constamment à renouveler les leurs. Les intervenantEs réutilisent constamment des outils provenant d'ailleurs, mais aimeraient avoir de l'aide pour le faire plus efficacement, sans perdre de temps.

Avoir des outils clé en main et bien vulgarisés, ça fait sauver du temps, surtout quand ils sont accompagnés des directives pour animer l'activité dans son propre groupe.

Un bon outil contient des éléments d'analyse et de contenu. Il comporte des jeux, un plan d'animation et des supports visuels et pédagogiques pour les participantEs. Il est facile d'accès, convivial, vulgarisé.

De bons supports visuels, des exemples très concrets et idéalement tirés des communautés locales aident aussi beaucoup.

Plusieurs aimeraient avoir des **kits de base**, à partir desquels on peut faire ses propres outils. D'autres suggèrent que la création d'outils serait facilitée s'ils avaient sous la main une **méthode**, un référent au niveau du processus de conscientisation collective, ou de l'analyse sociopolitique, un genre de pense-bête de l'éducation populaire

autonome. (*Style 12 étapes faciles pour bâtir un outil d'animation sociopolitique ou comment transmettre un message mobilisant*).

Les intervenantEs cherchent régulièrement des outils ou de l'inspiration sur le web pour monter des activités, mais trouvent **peu de matériel clé en main**. Ils parlent de collectiviser les outils, de les rendre accessibles via Internet, classés par thématique.

2) Le soutien à distance

Au plan du soutien à distance, l'important pour les groupes est d'avoir accès à de la **documentation après** les sessions de formation. En ce sens, les troussees d'appropriation des formations que le CPRF a conçues pour deux de ses sessions sont parfaites ! Elles continuent d'être employées dans les groupes des régions éloignées. Aussi, les outils d'après session de la session *Écologie et Justice* seront certainement réutilisés abondamment.

Avoir un **endroit où valider** ses démarches, ses outils d'ÉPA avant la tenue de l'activité, l'équivalent d'un service-conseil offert par des expertEs est un besoin qui est nommé par plusieurs. Avoir accès à un numéro sans frais, un lieu de soutien pour le développement d'outils de formation et d'analyse sociopolitique serait intéressant.

Si on avait été guidés (dans la conception d'un jeu) on aurait peut-être perdu moins de temps et le résultat serait plus proche de ce qu'on souhaitait. On aurait évité des erreurs et des lacunes dans la vulgarisation, l'accessibilité.

Au cours de deux ateliers de réflexion, l'idée d'offrir annuellement un **camp de formation** aux nouveaux intervenantEs du milieu communautaire afin de les former à l'analyse et à la formation sociopolitique est revenue. Un groupe suggérait même que cela dure trois jours, et que ce soit offert annuellement, dans chaque région administrative, financièrement soutenu par le gouvernement.

3) Le « réseautage »

Étonnamment, les intervenantEs n'ont pas évoqué un manque de réseautage concernant leurs pratiques de formation et d'analyse sociopolitique. Les regroupements régionaux et sectoriels nationaux semblent combler ce besoin en grande partie. Les groupes rencontrés ont mentionné que le fait de dégager du temps lors de rencontres en table de concertation pour parler de formation et d'analyse sociopolitique ou d'échange d'expertise était une pratique gagnante. Cela n'est pas toujours réalisable cependant, faute de temps et compte tenu des distances. Seul un groupe d'intervenantEs a exprimé son intérêt pour un réseautage spécifique sur les questions de pédagogie. Toutefois, touTEs les intervenantEs rencontrésEs souhaiteraient **avoir accès à une banque d'outils** de formation et d'analyse sociopolitique où ils pourraient s'alimenter pour leurs propres animations.

▪ Le Web en soutien aux pratiques de formation sociopolitique

À la question posée sur l'emploi du web pour soutenir les pratiques de formation et d'analyse sociopolitique, les intervenantEs ont répondu qu'ils sont assez ouverts à l'emploi de certains outils virtuels (clips vidéo Youtube, vidéo captures, blogue sur l'ÉPA, partage de documents pédagogiques en ligne, Skype et vidéo-conférence) mais très réticents pour certains autres (formation virtuelle à distance, réseaux sociaux dont Facebook et Twitter).

Deux raisons majeures sont invoquées pour justifier ces réserves : la question de la confidentialité en ce qui a trait aux réseaux sociaux et l'impossibilité de rester concentré de longues heures dans le cas des formations virtuelles à distance. Offrir des séances d'appropriation des trousse de formation s'adressant aux intervenantEs via des outils tels Skype est une idée qui déplaît fortement. Cela semble trop ardu, difficile de maintenir la concentration pendant une période de trois heures. Toutefois, une vidéocapture, un clip Youtube ou autre pour soutenir l'appropriation des trousse serait aidant, si cela reste bref.

Les intervenantEs ont suggéré que le CPRF développe des clips vidéo ou même des PowerPoint en ligne sur le processus de l'ÉPA, ou sur l'un ou l'autre des outils d'après session afin de favoriser le soutien à distance dans la formation et l'analyse sociopolitique. **Tous ont décrié la rareté** du matériel d'éducation populaire autonome et des outils de formation et d'analyse sociopolitique sur la webosphère.

De même, un mini-bulletin bisannuel de mise à jour sur la formation reçue pourrait être envoyé virtuellement. Cela pourrait permettre aux personnes ayant reçu la formation de poursuivre la réflexion. D'autres privilégient la relance téléphonique ou même par vidéoconférence. Un **blogue sur l'ÉPA** pourrait contenir certains outils ainsi qu'un forum de discussion entre les abonnéEs. Cela permettrait le réseautage entre les groupes membres du blogue et l'échange de trucs d'animation, de commentaires et de diverses adaptations faites aux outils du CPRF. On évoque aussi un carrefour qui permettrait d'accéder aux outils des autres.

L'idée d'un carrefour virtuel est très intéressante. Nous pourrions y retrouver des formats et des outils adaptables à nos milieux et réalités.

Permettre aux gens de contribuer à l'évolution des outils par les adaptations est aussi une idée dynamisante. Cela créerait peut-être un sentiment d'appartenance à un réseau porteur de pratiques d'ÉPA.

On nous met en garde : un tel blogue devrait être bien balisé, pour en limiter l'accès et éviter d'y trouver n'importe quoi. Les intervenantEs ont même suggéré qu'il soit réservé aux groupes membres du CPRF, entre autres par souci des droits d'auteur du CPRF sur les documents ainsi rendus accessibles. Un blogue ainsi créé serait pertinent, sauf s'il est mal conçu, fourre-tout, d'accès compliqué, dans un format peu accessible, classé sans ordre logique...

Les intervenantEs ont aussi mentionné avoir besoin de formation à l'utilisation des outils web. Ils et elles sont en apprivoisement de ces nouveaux modes de travail.

Une dernière mise en garde par rapport à l'emploi du web : toutes les régions du Québec ne possèdent pas encore l'accès à Internet haute vitesse et il ne faut pas accentuer la fracture numérique.

▪ **Évaluation à la fin des ateliers**

En guise d'évaluation orale en fin d'atelier, les intervenantEs ont mentionné :

C'est rare que nous prenions juste le temps pour parler librement de nos pratiques d'analyse et de formation et c'est précieux. Ça met notre travail en perspective.

Cela pousse la réflexion au niveau de l'élaboration et de l'utilisation des outils.

Cela a poursuivi ma réflexion. Ça la pousse plus loin.

L'atelier me donne des pistes à suivre, à approfondir.

Un temps de pause et de recul très apprécié.

Merci pour l'ouverture de vouloir construire avec nous.

Très éclairant.

4.3 RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE D'APRÈS SESSION

Les réponses aux questionnaires d'après session indiquent que **la session de formation Écologie et justice a nourri l'analyse sociopolitique** des intervenantEs et des personnes participantes. Les outils d'après session ont été repris par certains d'entre eux pour réfléchir sur des enjeux locaux ou régionaux ou pour conscientiser d'autres personnes aux liens existants entre écologie et justice. Alors que trois représentantEs d'organismes nous ont clairement indiqué avoir repris des outils d'après session dans leurs animations, quatre autres comptaient le faire à au moins une reprise au cours de l'année subséquente. Fait à ne pas négliger, dans deux régions, le passage de la tournée **La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir** a mené à une mobilisation collective en lien avec un enjeu environnemental.

Les autres impacts de la session ont été :

Un sentiment d'appartenance accru au groupe, au milieu communautaire et à une cause sociale.

Un désir renforcé de mobilisation collective.

Un dynamisme renouvelé de l'engagement des personnes rejointes.

Une sensibilité accrue à la justice et à la transformation sociale.

Un meilleur outillage en termes d'analyse sociopolitique.

Le développement de l'esprit critique des personnes participantes.

Une réflexion commune sur leurs pratiques d'analyse.

Une inspiration pour leurs animations futures.

Des réflexions sur leurs pratiques d'éducation populaire autonome.

Des propositions concrètes pour faire Ensemble et Autrement.

4.4 ÉVALUATION PAR LES PARTENAIRES EN RÉGION

Les quatre partenaires régionaux ont dit que le passage du CPRF et le temps réservé pour réfléchir entre intervenantEs aux pratiques de formation et d'analyse sociopolitique dans les organismes avaient été précieux. Deux d'entre eux ont nommé que le temps accordé pour discuter de ces pratiques entre eux est rarissime et que l'enjeu est justement là. La visite du CPRF a permis de prendre ce temps et de prioriser ces discussions.

Il était fort intéressant de pouvoir prendre le temps d'échanger ensemble sur ce thème. (Table de concertation des groupes de femmes de Gaspésie-Les îles)

Les gens en ont reparlé à plusieurs reprises. (Table des groupes populaires de la Côte-Nord)

L'atelier de réflexion a servi à confirmer la pertinence de notre mission. (La Sentin'elles)

L'atelier a contribué à nourrir et poursuivre la réflexion sur l'organisation et notre éparpillement. Cela va nous permettre d'élaguer et de nous concentrer davantage sur les dossiers prioritaires. (RÉPAT)

Selon nos quatre partenaires régionaux ayant accueilli la tournée ***La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir***, les retombées dans la région sont principalement d'avoir ouvert le débat et la discussion sur ces pratiques, de même que sur le lien entre écologie et justice. Les groupes sont plus prompts à se mobiliser sur les questions environnementales (le projet Old Harry, le projet de loi 14 sur les mines, l'exploitation gazière, etc.). L'une des retombées inattendues que nomment les partenaires régionaux est d'avoir renforcé la solidarité entre le milieu communautaire et le milieu environnementaliste de leur région.

Aussi, les intervenantEs ayant participé à la session et à l'atelier se sentent plus en mesure d'expliquer le lien existant entre écologie et justice aux participantEs de leur organisme, et se sentent mieux outillés pour analyser collectivement les impacts de certaines décisions politiques prises dans leur région.

Au plan logistique, les partenaires régionaux ont dit que les renseignements préliminaires fournis par le CPRF et les outils promotionnels leur avaient permis de faire la publicité et la mobilisation nécessaires auprès des intervenantEs de leur région. Deux partenaires régionaux ont trouvé que les attentes du CPRF en ce qui a trait à l'atelier de réflexion étaient imprécises, mais ont mentionné que tout s'est éclairci au moment de l'atelier. La participation limitée dans certaines régions est attribuable à des choix stratégiques et organisationnels (non-mixité, priorisation, ouverture à l'interne seulement.) ou des contraintes externes (retard dans le calendrier dû à la réponse tardive du MELS, température, conjoncture, imprévus, limite d'espace, de distance, d'argent, de personnel ou de temps, roulement de personnel.).

Dans l'éventualité où le CPRF développerait un autre projet, tous les partenaires régionaux se sont montrés extrêmement ouverts et disposés à renouveler leur collaboration. Ils sont aussi très intéressés par le présent rapport d'enquête et les suites que le CPRF y donnera, entre autres au plan du développement d'outils pour soutenir à distance les pratiques d'analyse et de formation sociopolitique. Certains groupes

demandent déjà à leur regroupement régional à quel moment le CPRF compte mettre des outils à leur disposition.

Un dernier point qui ressort de l'évaluation de la tournée par les partenaires régionaux est l'intérêt des groupes qui n'ont pas participé à suivre à leur tour une telle démarche.

ANALYSE DES RÉSULTATS

5.1 CONSTATS D'ORDRE GÉNÉRAL

Dans l'ensemble, l'enquête confirme la pédagogie et les pratiques privilégiées par le CPRF, de même que ses intuitions concernant les besoins de formation à l'analyse sociopolitique. Les intervenantEs ont massivement identifié comme condition gagnante le fait de favoriser **des pratiques de formation qui impliquent à la fois les participantes, les équipes de travail et les membres de conseil d'administration**. L'importance de **partir du vécu et des expériences concrètes des gens** est aussi revenue régulièrement tout au long de l'enquête, de même que **l'utilisation de l'histoire** comme source dynamisante pour renforcer l'AGIR.

Les intervenantEs **adhèrent aux principes** de l'éducation populaire et en font la promotion, mais ont de la **difficulté à les appliquer** au quotidien. Ils et elles ont clairement nommé leur besoin d'être alimentéEs en outils et en analyses pour mener à bien leur travail de conscientisation avec les participantEs des organismes. En particulier, l'analyse et la formation sociopolitique comme pratiques d'action communautaire autonome les enthousiasment, mais ils et elles en maîtrisent peu l'application au quotidien. Lorsqu'ils et elles cherchent un appui pour développer et consolider ces pratiques, ils ne savent pas où s'adresser.

Outre leur besoin d'outils et de soutien au développement de leurs pratiques d'analyse et de formation, les intervenantEs ont aussi nommé d'autres difficultés, d'ordre structurel et organisationnel: difficulté de priorisation, tension entre culture d'action sociopolitique et culture de service, hiérarchisation des rapports (travailleurs, administrateurs, membres, participantEs, militantEs, etc.), absence de transmission des savoirs et savoir-faire à la relève, manque de ressources et de temps, etc. Dans la section suivante, nous examinerons plus en détail ces difficultés afin d'en tirer des constats et de suggérer des pistes de solution.

5.2 QUESTIONS SOULEVÉES

▪ La tyrannie du temps

Un constat qui traverse l'ensemble du présent rapport est la question du temps. *On manque de temps, on n'a pas le temps, il faudrait prendre le temps, ça prend du temps...* De tels commentaires sont revenus tout au long de l'enquête. Ce rapport au temps nous interpelle puisque le travail de formation et d'analyse sociopolitique suppose un processus qui s'inscrit dans le temps et la durée, qui implique qu'on accorde tout le temps et l'attention nécessaire au processus d'empowerment.

Quelle est la nature exacte de cette tyrannie du temps sur les milieux communautaires ? À la lumière des commentaires recueillis au cours de cette enquête, elle paraît être de deux ordres, soit 1) les contraintes externes et 2) les choix réalisés par les organismes.

Sur le plan des contraintes externes, les intervenantEs ont beaucoup insisté sur les exigences des bailleurs de fonds, qui sont de plus en plus exprimées en termes de résultats quantitatifs. En effet, le financement accordé est plus que jamais lié à des projets ou à la prestation de services autrefois fournis par l'État, et les organismes sont aux prises avec les effets concrets des politiques néolibérales sur les gens, soit une dégradation marquée des conditions de vie à tous égards. Résultat, le temps consacré à la prestation de services ne cesse d'augmenter, et ce au détriment d'une analyse de la situation en termes de droits qui mettrait au cœur de la réflexion et de l'action les victimes de ces politiques. Ce débordement, causé par l'approche gouvernementale en matière de financement, sert bien les fins du système qui rencontre ainsi moins de résistance et de critique. Comment pouvons-nous libérer des marges de manœuvre par rapport aux exigences de résultats des bailleurs de fonds qui nous bousculent et nous confinent dans les services ?

L'autre aspect du problème du temps est de nature plus interne, plus liée aux choix organisationnels, bien que ces choix ne soient pas entièrement autonomes par rapport aux contraintes abordées plus haut. Ainsi, lorsque nous entendons des commentaires comme *Pour réussir ça prend du temps, Il faudrait prendre le temps, nous ne prenons pas toujours le temps*, cela nous amène à nous questionner. Pourquoi ne serait-il pas possible de dégager le temps pour répondre aux besoins observés dans notre milieu quant à la formation et à l'analyse sociopolitique ? Qu'est-ce qui préside au choix dans les plans d'action, les ordres du jour ? Comment se redonner du pouvoir sur le temps dans nos groupes ? La formation et l'analyse sociopolitique y sont-elles inscrites comme étant prioritaires?

Conclusion

Il existe une **situation paradoxale** dans les organismes; plusieurs besoins de formation et d'analyse sociopolitique sont constatés et les énergies pour y répondre adéquatement demandent un investissement majeur. Toutefois, le **temps nécessaire pour saisir ENSEMBLE les causes** des situations d'exploitation et d'oppression qui touchent les personnes participantes en vue de soutenir leur légitime indignation n'est pas toujours dégagé. Le développement d'une conscience critique chez les personnes qui fréquentent les organismes est donc souvent remis à plus tard (*quand on aura le temps, quand les besoins seront moins pressants, quand on sera plus nombreux, quand ils auront suffisamment regagné leur estime de soi, quand le projet x ou y sera terminé, quand nous aurons reçu plus de financement, etc.*). De report en report, ce travail crucial en action communautaire autonome passe parfois au second plan et se trouve subordonné à toutes les autres priorités des organismes, qui sont débordés.

Pistes de solution

Nous pensons qu'il serait dans l'intérêt des organismes d'action communautaire autonome (ACA) de revoir régulièrement leurs priorités en fonction des réalités des personnes qui les fréquentent, et d'y réagir en offrant de la formation à l'analyse

sociopolitique lorsqu'ils le jugent approprié. Il importe que les milieux communautaires soient maîtres de leurs agendas et calendriers de travail, de façon à **déterminer eux-mêmes quand et comment** ils peuvent insérer, dans la vie de leur organisation, une pratique et des temps de réflexion et de formation à caractère sociopolitique **vécus AVEC les personnes** participantes qui sont aux prises avec les réalités d'exploitation et d'exclusion. Pour y arriver, il faudra peut-être sacrifier d'autres priorités, ou renoncer à certains financements qui nous amènent ailleurs que là où nous souhaitons être, qui nous poussent à entrer dans une logique de reddition de compte si fine que nous en perdons la vue d'ensemble. Mais il est indispensable que les organismes se perçoivent comme étant **maîtres de leur temps, souverains de leurs plans d'action** et par conséquent libres d'employer ce temps **selon la volonté exprimée par leurs membres**.

▪ **Membre, militant ou client ?**

Les groupes sont surtout pris dans des services à rendre. Ils tentent d'aider les gens aux prises avec une problématique. Pas nécessairement à partir d'une analyse.

Les personnes se présentent et sont en attente d'un service rendu. Elles prennent une attitude de client. Elles viennent dans les groupes pour chercher un service et c'est ce qu'on leur donne.

Pouvons-nous vraiment transformer un client en militant?

Dans les organismes d'ACA, les services offerts peuvent être considérés comme une porte d'entrée, un prétexte pour accueillir les gens et les amener peu à peu, et grâce à la formation et l'analyse sociopolitique, à prendre conscience de leurs conditions de vie et à se mobiliser collectivement. Toutefois, un glissement peut s'opérer et les services peuvent de en plus prendre la place, devenant alors la raison d'être des organismes. Ce sont les intervenantEs eux-mêmes qui ont nommé les impacts d'une approche axée sur les services, soient la clientélisation des participantEs et la marchandisation des services communautaires. Ils réalisent bien que les rapports humains qui se vivent dans une dynamique clientéliste conduisent difficilement les personnes à la militance, à

l'engagement social ou à la mobilisation collective. Pourtant, certainEs constatent que leur organisme s'est laissé prendre au piège et que faire marche arrière est difficile.

Le découragement que plusieurs interventantEs nomment vient probablement du paradoxe entre la visée de transformation sociale qu'ils portent et l'approche clientéliste associée à la prestation de services. Aspirer à changer le monde et se retrouver jour après jour à palier au désengagement du système par divers dépannages ou d'autres services individuels peut être paradoxal et démobilisant. Surtout quand ce qui était au départ temporaire devient peu à peu permanent, quand ce qui était un volet de la vie d'un organisme prend de plus en plus de place.

On ne peut nier non plus que la prestation de services dans les organismes amène des rapports quelque peu hiérarchiques. Les personnes ayant besoin de ces services peuvent avoir à se plier à de multiples exigences (rapport, signature, ouverture de dossier, vérification du revenu, etc.), conditions qui sont imposées par les bailleurs de fonds mais qui contribuent à la clientélisation.

Dans une perspective d'éducation populaire autonome, offrir des services aux membres ou aux personnes participantes dans un organisme se vit autrement que dans une vision clientéliste ! On veille à ce que tous aient leur mot à dire sur les services et la manière dont ils sont offerts. On parle des besoins de gens en termes de droits, on réaffirme l'importance du collectif dans l'exercice de ces droits et on vise à se mettre en action ensemble pour agir sur les **causes** qui portent atteinte aux droits, et transformer ainsi la société.

Conclusion

Le clientélisme et la culture de service dans les organismes communautaires **transforment** les rapports entre intervenantEs et participantEs. Plus ces mécanismes se mettent en place, et moins les personnes sont perçues comme des citoyenNEs ayant des

droits et choisissant volontairement de s'unir dans des organismes démocratiquement gérés par eux et elles, en vue de revendiquer et de faire respecter ces droits.

Pistes de solution

À cet égard, nous pensons que les organisations ont tout intérêt à se questionner et à tenir des discussions sur ce thème avec les personnes participantes, les membres et les administrateurs-trices, de manière à choisir et à revoir ensemble l'orientation de l'organisme. Un tel moment de réflexion peut être une occasion de **soutenir le développement de l'empowerment collectif** dans l'organisme et même dans la communauté. Convier les membres et participantEs à une réflexion sur les différents volets ou services de l'organisme pour valider s'ils répondent à la mission de l'organisme et s'ils s'inscrivent dans une perspective de transformation sociale est une pratique qui permet de **rompre avec une vision plus clientéliste**. Il y a ici un risque à assumer, celui d'accepter de soumettre notre travail d'animation, d'intervention, et d'offre de services à l'évaluation par les personnes participantes. Mettre à profit leur expérience pour nous assurer que nous respectons la dignité et l'autonomie de chacunE, que les services offerts ne vont pas à l'encontre de la vision de transformation sociale que nous prôtons. Dans une perspective d'éducation populaire autonome, voilà autant de discussions qui méritent d'être menées régulièrement dans nos organismes. Nous y gagnons **en cohérence et en crédibilité**, mais aussi en sentiment de valorisation personnelle et collective, puisque ce qui appelle souvent les intervenantEs à œuvrer dans le milieu communautaire est l'approche alternative et critique des milieux institutionnels ainsi que le désir de transformation sociale.

▪ **Sommes-nous dans un rapport égalitaire ?**

Nous ne sommes plus dans un rapport égalitaire avec les gens. Notre approche et notre langage nous trahissent et cela fait peur aux gens à la base. Nous sommes un peu loin là-dessus de l'approche d'éducation populaire.

Nous avons à retisser le lien de confiance entre les intervenantEs et les gens de la base, et cela, dans les deux sens.

Les intervenantEs l'ont dit, il existe un clivage entre les personnes participantes et les salariéEs. Question de langage, d'approche, de formation, mais aussi de posture et de pouvoir. Les personnes qui fréquentent les organismes, souvent démunies à plusieurs égards, ne sont pas au départ en position de revendiquer leur part du pouvoir. Si nos organisations sont structurées hiérarchiquement, que le pouvoir n'y est pas partagé, que la parole est réservée à *ceux qui savent*, que tout y est codifié, rigide, décidé à l'avance, comment peut-on espérer encourager les participantEs à se percevoir comme ayant leur mot à dire ? Et pourtant, la parole devrait leur revenir en priorité puisqu'ils sont les expertEs de leur propre réalité, que ce sont eux qui vivent au quotidien les humiliations et la négation de leurs droits. Trop souvent, nous nous retrouvons dans des contradictions : alors que nous tenons un discours de promotion de la transformation sociale, nous avons parfois tendance à recréer dans nos organismes des structures hiérarchiques qui reproduisent ce que, par ailleurs, nous dénonçons.

Ce sentiment d'être dans des rapports inégalitaires, les intervenantEs qui travaillent dans des groupes locaux l'expriment d'ailleurs aussi en lien avec leurs regroupements nationaux. Souvent, ils et elles sentent qu'on leur parachute des commandes *d'en haut*, comme de mobiliser à telle date pour tel événement, telle cause. On le sait, cette stratégie n'apporte pas les meilleurs résultats ! Cela devrait nous alerter lorsque nous reproduisons ce scénario avec les personnes qui fréquentent nos organismes.

Conclusion

Les intervenantEs rencontrés nous ont redit leur **désir de s'outiller** pour remettre les principes de base de l'éducation populaire autonome au cœur de leurs pratiques quotidiennes, en privilégiant en particulier le maintien de **rappports égaux**. Ils et elles

ont exprimé le besoin d'être soutenuEs pour y parvenir, d'avoir accès à des conseils, des outils qui permettent de remettre le débat démocratique dans les pratiques au quotidien.

Pistes de solution

Il importe de garder en tête que les milieux dans lesquels nous travaillons **appartiennent aux gens qui les fréquentent et les investissent**. Ils et elles sont les expertEs de leur réalité, ils et elles sont les mieux placéEs pour nommer leurs besoins et déterminer comment y répondre au mieux, et comment agir en vue d'une transformation sociale. Dans ce sens, nous pensons qu'il est important de revenir à une compréhension des problématiques **en termes de droits collectifs** plutôt qu'en termes de besoins individuels. Travailler à une reprise de pouvoir des gens sur leur vie et sur leurs collectivités, entre autres en mettant en pratique les principes de l'éducation populaire autonome, est une piste intéressante pour y parvenir. Partant de cette prémisse, travaillons à développer des espaces dans nos organismes où la parole appartient aux participantEs, aux membres. Incluons-les dans les décisions, à tous les niveaux. Restons le plus près possible des principes qui guident l'éducation populaire autonome, soit : *Partir des gens, comprendre nos conditions de vie, décider ensemble, passer des besoins aux droit, et agir collectivement en vue d'une transformation sociale*. Dans le même esprit, les mobilisations organisées par les regroupements nationaux auraient aussi tout intérêt à suivre ce processus. Ils augmenteraient ainsi leurs chances de mobiliser largement et de refléter le mieux possible les revendications des personnes au cœur de leur action sociopolitique.

▪ **Qui reçoit les formations ?**

On constate que dans les groupes de la région, il y a de moins en moins de temps consacré à la formation sociopolitique. Les urgences et la quantité de dossiers que les permanentEs des groupes doivent traiter leur laisse peu de chance de le faire.

Peu de gens de la base participent aux formations. Si nous prenons la formation sur la tarification de l'an dernier, ce sont surtout des permanentEs qui étaient présentEs aux formations. Ces formations ne sont pas nécessairement reprises dans les groupes après.

À la lumière des commentaires recueillis et de notre pratique de formation, nous constatons que les personnes assistant aux formations sont majoritairement des salariéEs. Cela contribue à accentuer le clivage entre les salariéEs et les non-salariéEs dans le milieu communautaire. S'il faut reconnaître que les intervenantEs aussi ont besoin de parfaire leur analyse et d'actualiser leurs connaissances, il n'en demeure pas moins que ces temps gagnent à être vécus AVEC les personnes qui sont en situation d'oppression et d'exclusion ! C'est par cette voie que les participantEs peuvent faire les liens entre leur propre situation de défavorisation et les enjeux politiques, et se mobiliser en vue d'un changement social. Leur donner accès aux différentes formations sociopolitiques qui circulent est une manière très efficace de diminuer le fossé qui existe entre eux et les intervenantEs, de créer une vision commune et de renforcer la mobilisation collective dans un organisme. De plus, les intervenantEs qui entendent l'expérience vécue des personnes en situation d'exclusion et d'oppression s'en sentent plus solidaires, saisissent mieux comment orienter leur intervention et ont ainsi plus de chances de réussir la mobilisation.

Beaucoup d'organismes envoient les intervenantEs suivre les formations offertes dans l'espoir que ceux-ci puissent ensuite les redonner dans leur milieu, aux membres et aux personnes participantes. Or, les intervenantEs rencontrés nous ont avoué, dans une très vaste proportion, manquer de temps pour assurer cette transmission. De plus, lorsqu'ils arrivent à retransmettre les contenus de ces formations à leur organisme, cela les oblige à consacrer beaucoup de temps à l'adaptation et la vulgarisation. En définitive, il serait plus efficace de suivre les formations tous *ensemble*, au même moment. Encore faut-il que les approches, la pédagogie et les outils favorisent cette inclusion.

Finalement, certains groupes communautaires choisissent de suivre des formations en deux temps. Un premier groupe, composé de salariées et parfois d'administrateurs, reçoit la formation complète tandis qu'un deuxième groupe, formé de membres et de participantEs reçoit une version allégée de ladite formation. Pensons au message que cela peut involontairement véhiculer, entre autres sur le plan des rapports égalitaires et de réciprocité.

N'oublions pas que dans une perspective d'éducation populaire autonome, partir de l'expérience concrète des gens et bâtir ensemble les analyses sont des critères incontournables. Comment espérer partager une vision commune, une analyse collective des situations si seulEs les intervenantEs suivent les formations? Finalement, il importe de réaliser que la formation aux personnes participantes est la première à être sacrifiée lorsque l'organisme manque d'argent ou de temps.

Conclusion

La pratique de réserver les temps de formation à l'analyse sociopolitique aux intervenantEs est souvent **inefficace** dans la perspective de transmettre et de développer l'analyse AVEC les personnes participantes, puisque les intervenantEs n'ont pas le temps de les retransmettre efficacement dans leur groupe. Cela contribue à **accentuer le clivage** existant entre salariéEs et non-salariéEs.

Pistes de solution

Sur le plan de l'analyse sociopolitique, il est pertinent de développer des **temps de formation communs**, suivis par l'ensemble des personnes concernées ; intervenantEs, membres, administrateur-trices, participantEs. Lorsque les formations sont offertes hors les murs de l'organisme, par un regroupement par exemple, mieux vaut y déléguer des salariéEs et des non-salariéEs, qui pourront ensuite **travailler ensemble** à une animation dans leur organisme. Ainsi, on diminue le clivage existant et on favorise la reprise du

pouvoir individuel et collectif. Cela nous permet de valoriser la compétence des personnes participantes tout en sauvant du temps et de l'argent !

▪ **Qui en détient la compétence ?**

Du côté des intervenantEs, on sent moins cette habileté à faire du travail de conscientisation et d'ÉPA à la base, à partir de et avec les gens. Ils ne se sentent pas compétentEs pour retransmettre les contenus reçus. Surtout, il y a un manque d'expertise dans cette capacité de reprendre le travail AVEC les personnes de leur groupe. Le lien avec le travail quotidien de leur groupe n'est pas clair.

C'est comme s'il y avait un désintérêt des personnes à s'impliquer, comme si elles ne pouvaient avoir de prise sur leur réalité.

Les personnes ont peu de place pour contribuer au contenu et participer au développement d'un savoir commun. Elles laissent cela aux permanentEs qui comprennent plus, qui savent plus et qui ont les vrais mots pour le dire. « Ce sont eux les spécialistes »

Les commentaires allant dans le même sens que ceux ci-dessus nous ont grandement interpellés. En effet, cela révèle qu'un certain nombre d'intervenantEs du milieu communautaire ne possèdent plus le savoir-faire de l'éducation populaire autonome, que ces pratiques se perdent. Or, lorsqu'on ne sait pas *comment partir des savoirs des gens*, qu'on ne sait pas *faire intelligence ensemble*, on a tendance à déterminer d'avance un contenu, à le documenter et à le présenter de manière plus formelle, plus magistrale parce que c'est ce qu'on maîtrise le mieux. Par conséquent, la place réservée aux personnes participantes se réduit d'autant dans le choix des sujets abordés, l'élaboration du contenu, la préparation, l'animation et les suivis d'une formation. Résultat : le vocabulaire employé n'est pas le leur, les sujets traités ne sont pas ceux qui leur tiennent à cœur, elles peuvent se sentir dépassées ou peu concernées par les enjeux présentés. Souvent, le résultat sera un désintérêt, une démobilisation, un désengagement. Normal, lorsqu'on ne sent pas qu'on peut avoir une contribution !

Toutefois, il est vrai que l'ÉPA ne va pas de soi. Comme bien d'autres choses, cela s'apprend, se développe. La *Politique de reconnaissance de l'action communautaire*, qui

considérerait que l'ÉPA était transversale, a créé une certaine confusion autour de ce qu'est l'ÉPA. Ce terme est devenu un fourre-tout ; tous s'en revendiquent, mais NULLE ne sait exactement quelle est la façon de procéder, quels en sont les fondements. Cela a contribué à la méconnaissance et l'invisibilité de l'ÉPA, et a nui à la transmission de ces pratiques. En effet, pour transmettre un savoir, il faut pouvoir à la fois le pratiquer et le théoriser, être en mesure de le décortiquer.

Conclusion

Il faut revaloriser les compétences et actualiser les connaissances en éducation populaire autonome, de façon à ce que les savoirs des personnes en situation d'exclusion **soient au cœur** des pratiques de formation et d'analyse sociopolitique, ainsi que des actions collectives de nos organismes.

Pistes de solution

En étant constamment dans l'action, le milieu communautaire n'a pas priorisé de répertorier et de documenter les pratiques d'éducation populaire autonome en vue de la transmission des savoirs aux générations futures. Il devient urgent de commencer **ce travail de collecte et de diffusion des principes et des pratiques** qui guident l'action communautaire autonome, en particulier autour de l'éducation populaire autonome. Il y a là un travail de développement et de partage d'outils à faire, auquel le CPRF pourrait s'associer. À titre d'exemple, il ressort fortement que les organismes ont besoin de se rappeler **comment faire** une analyse de conjoncture **AVEC** les personnes concernées. Pour aider les intervenantEs dans ce travail, le CPRF pourrait développer diverses grilles pour analyser l'actualité, les médias, etc. On sait aussi que divers organismes possèdent déjà de tels outils et seraient ouverts à les partager. Le CPRF pourrait jouer un rôle de diffusion de ces pratiques gagnantes.

▪ Les effets pervers de la professionnalisation du milieu communautaire

Il y a aussi une autre culture qui s'installe et qui vient du monde universitaire. On voit la formation sociopolitique comme un contenu à transmettre, une approche académique.

On fait de moins en moins de place à l'aspect ludique ou interactif dans les démarches de formation. Une approche de ce type est vue comme non organisée, non sérieuse, non rigoureuse et insécurise les intervenantEs qui ne sont pas forméEs à cette approche qui laisse place aux gens, à l'imprévu, à des résultats inattendus.

Si les personnes ne sont pas là, c'est qu'elles ne se sentent pas rejointes par ces formations et qu'elles s'y retrouvent peu. Le niveau de langage des outils utilisés est rarement adapté aux personnes tant dans les formations que les documents utilisés.

Il va falloir reprendre le collier et reprendre du début. Entrer en interaction AVEC les gens, faire de la conscientisation en direct à partir de leur réalité.

Auparavant, les milieux communautaires voulaient être des écoles de formation à l'engagement social, ce qui débouchait parfois sur un emploi dans le milieu communautaire. Avec les exigences de plus en plus grandes dans les milieux communautaires au moment d'embaucher, un glissement s'opère de l'ÉPA (faire intelligence ensemble en partant du vécu des gens) vers un savoir plus théorique (un expert qui fait un exposé portant sur un thème précis). Or, cette professionnalisation non négligeable du milieu communautaire contribue à dévaluer les acquis expérimentiels.

Pourtant, l'engagement social et la militance ne s'apprennent pas à l'école ! Les organisateurs et organisatrices communautaires qui nous ont servi de modèles, qui ont été des précurseurs n'ont pas été embauchéEs d'abord sur la base de leurs diplômes, mais plutôt à cause de leur lecture sociopolitique de la réalité, de leur aptitude à mobiliser les gens autour d'une situation injuste. CertainEs étaient diplôméEs, d'autres non, mais tous et toutes avaient acquis au fil des ans une analyse sociale avec un parti pris clair en faveur des oppriméEs et des excluEs. Il s'agit là de compétences essentielles pour susciter et soutenir la mobilisation des personnes dans des processus de reprise de pouvoir sur leurs conditions de vie.

Plusieurs intervenantEs plus expérimentéEs peuvent témoigner de ce processus d'empowerment: arrivéEs un beau jour dans un organisme pour y trouver un accueil, de l'écoute ou un service, ils s'y sont peu à peu impliqués pour finir par siéger sur un conseil d'administration et faire de petits contrats dans des organismes avant d'être embauchés. Leur expérience concrète du chômage, de la monoparentalité, de la violence conjugale ou du statut de locataire leur a insufflé un désir de transformation sociale et la conviction que ce changement doit venir de la base.

Le travail en milieu communautaire est un travail relationnel et politique. Sans négliger certaines connaissances théoriques, il nécessite surtout du savoir-faire et savoir-être avec les participantEs qui s'acquiert dans la pratique. Au moment de l'embauche, on recherche souvent des expertEs avec des compétences spécialisées pour répondre à des besoins spécifiques. On accentue ainsi la tendance à cloisonner le travail, alors que la transformation sociale exige une perspective plus globale pour agir sur les causes.

De plus, bien que diplôméEs et ayant fait le choix de travailler dans le milieu communautaire en raison même de leur désir de contribuer à la transformation sociale, ces personnes ne se sentent pas nécessairement et immédiatement compétentEs dans leur rôle. Puisque le travail communautaire repose énormément sur un savoir-faire qui vient de l'expérience, de nombreuses personnes ne se sentent pas à la hauteur. Ni ceux et celles qui n'ont pas de diplômes alors que c'est devenu la norme, ni les expertEs diplômés qui ne possèdent pas les outils et pratiques d'éducation populaire autonome, ni les personnes participantes qui pourtant sont les expertes de leur situation. La tendance qu'on observe alors est d'envoyer les salariéEs en formation. Or, nous l'avons vu plus haut, la formation des salariéEs comporte elle aussi ses limites !

Conclusion

Les choix qui sont faits par les organismes au moment d'embaucher (critères d'embauche, exigences, titre d'emploi, etc.) contribuent souvent à **accentuer les rapports inégalitaires** et la disparition des pratiques d'éducation populaire autonome. La

professionnalisation du milieu communautaire contribue à nous éloigner des pratiques d'éducation populaire autonome. Paradoxalement, elle contribue à accentuer le sentiment d'incompétence à la fois des plus forméEs et des moins forméEs. Elle encourage le fonctionnement en silo, et nuit à la capacité de mobilisation visée par des pratiques d'empowerment.

Pistes de solution

Il n'est pas inutile de **repenser nos processus d'embauche** et nos exigences dans une perspective d'éducation populaire autonome au moment d'écrire les descriptions de poste de nos organismes et de penser nos questions d'entrevue. De quelles compétences a réellement besoin notre organisme ? Comment et où ces compétences s'acquièrent-elles ? Est-ce que le diplôme est central et incontournable pour exercer les fonctions en question ? Comment nos questions d'entrevue peuvent-elles nous permettre de déceler chez unE candidatE une vision de transformation sociale, une compréhension politique des situations d'oppression et d'exclusion vécues par les personnes ? Bref, comment mesurer la capacité des candidatEs à faire de l'analyse sociopolitique AVEC les personnes auprès de qui ils et elles seront appeléEs à travailler ? Il est aussi important de clarifier les processus d'intégration et d'accompagnement des nouvelles personnes pour s'assurer du transfert de pratiques et de connaissances par l'équipe et les participantEs.

▪ Le manque d'outils

Les intervenantEs rencontréEs ont longuement déploré le manque d'outils accessibles, efficaces et complets pour animer, transmettre et ancrer une analyse sociopolitique dans leurs milieux. Les outils qu'ils trouvent un peu partout demandent pratiquement toujours des adaptations. En particulier, les outils d'analyse leur semblent souvent très hermétiques et peu vulgarisés, et ne viennent pratiquement jamais accompagnés d'une démarche d'animation proposée pour les reprendre dans les

organismes. Fort heureusement, les intervenantEs se sont ditEs très compétentEs dans un tel travail d'adaptation, bien que le temps leur manque pour le faire autant que souhaité.

Les intervenantEs nous ont aussi mentionné que la plupart des formations reçues ne prévoient pas l'après-formation. Résultat ; deux mois après la formation, celles-ci ne se sont pas réellement enracinées dans le milieu ! Ce constat témoigne non seulement de l'importance de bien prévoir les temps de formation, de s'assurer qu'ils s'inscrivent dans un continuum cohérent avec le plan d'action, mais aussi de donner suite aux formations pour en retirer le maximum.

Conclusion

Nous trouvons ce manque d'outils de formation et d'analyse sociopolitique adaptés aux besoins des groupes communautaires significatif. Cela révèle à **quel point** les pratiques d'éducation populaire autonome ont peu été inventoriées et documentées au fil du temps. De plus, nous constatons que peu de travail est fait **après** les formations pour **soutenir l'intégration** de ces nouveaux contenus ou nouvelles pratiques dans le quotidien des organismes.

Pistes de solution

Peut-être les pratiques d'éducation populaire autonome étaient-elles considérées comme allant de soi auparavant, mais il importe désormais de **préparer des outils pour la relève** si on ne veut pas voir ces pratiques disparaître. Ces outils doivent être bien vulgarisés, de manière à nécessiter un minimum d'adaptation par les intervenantEs des milieux communautaires, afin de soutenir leur travail au quotidien. De plus, lorsqu'une formation est élaborée et circule dans le milieu communautaire, un effort doit être fait au plan de l'après formation pour **favoriser son enracinement**. Tant les concepteurs des formations que les organismes qui les reçoivent auraient intérêt à prévoir ces suites et à développer des outils en conséquence.

5.3 POSSIBILITÉS POUR LE CPRF

À travers les nombreux constats réalisés au cours de la rédaction de ce rapport d'enquête, le CPRF est en mesure d'identifier un certain nombre de pistes de développement en vue de soutenir l'ancrage des pratiques de formation et d'analyse sociopolitique avec les personnes participantes dans le quotidien des organismes. Ces pistes ne remettent aucunement en question l'approche du CPRF, son offre de formation actuelle, ni sa pédagogie. Ainsi, les commentaires des intervenantEs confirment plutôt que la stratégie du CPRF est gagnante. Cependant, les pistes proposées pourraient améliorer l'ancrage et le rayonnement de ces pratiques au-delà des seuls temps de formation à l'analyse sociopolitique offerts par le CPRF.

▪ **Le travail en amont de la formation**

Lorsque des organismes contactent le CPRF en vue d'une formation, nous les informons toujours de certaines conditions pour faire de cette formation un succès, à l'aide d'un questionnaire d'avant session que nous remplissons avec l'intervenantE au téléphone. Suite aux commentaires recueillis au cours de l'enquête, nous pourrions améliorer notre questionnaire d'avant session en l'accompagnant d'un **outil de réflexion** rappelant divers éléments clés tels que :

- L'importance de vivre les temps de formation ENSEMBLE (intervenantEs, administrateurs, membres, participantEs).
- L'importance de déterminer clairement les objectifs de cette formation pour l'organisme, la façon dont cette formation veut soutenir une réflexion sur les pratiques ou la visée de transformation sociale, la façon dont la formation vient s'intégrer dans le plan d'action de l'organisme.
- L'importance de prévoir des temps pour revenir ensemble sur cette formation et lui donner suite.
- Les moyens qui seront mis en œuvre pour assurer l'enracinement de cette formation et de ses impacts dans la vie de l'organisme.

Une autre manière pour le CPRF de soutenir les organismes en amont de la formation serait de **développer sa pratique de conseil** en éducation populaire autonome en continuant à siéger, comme il le fait déjà, sur des comités nationaux de création d'outils et de matériel pédagogique destiné aux organismes locaux. L'enquête a permis de valider que lorsque l'expertise du CPRF est mise à contribution sur de tels comités, cela permet la création d'outils plus adaptés et vulgarisés, ce qui fait le bonheur des intervenantEs.

▪ **Le travail en aval de la formation**

Les **outils d'après session** que le CPRF a commencé à développer sont extrêmement pertinents selon les commentaires recueillis lors de l'enquête. Nous pourrions revoir ceux qui existent déjà à la lumière des précisions apportées. De plus, nous comptons en développer d'autres pour les sessions de formation qui n'en ont pas encore. Certains de ces outils seront par la suite mis en ligne sur le carrefour virtuel.

Les intervenantEs ont demandé à être alimentéEs en contenu après les sessions de formation (Exemple, l'évolution du dossier des gaz de schiste en lien avec la formation *Écologie et justice*). Le CPRF ne se lancera pas dans un travail aussi titanesque, mais il serait intéressant de développer des listes de ressources où puiser de l'information après les sessions, ainsi que des hyperliens sur le carrefour virtuel.

▪ **Le soutien à distance**

Les besoins en termes de soutien à distance apparaissent comme les plus criants. La **création d'un carrefour virtuel**, sorte de guichet libre-service d'outils et de démarches d'ÉPA accompagné d'un blogue, semble prioritaire. Il sera développé dès l'année 2012 et pourra s'enrichir de divers outils d'analyse de la conjoncture, de l'actualité ou des médias, permettant de faire de l'analyse sociopolitique avec les personnes participantes des organismes. Il est à noter que nous escomptons développer et diffuser sur ce carrefour

virtuel à la fois des outils d'après session et divers outils distincts des sessions du CPRF. Éventuellement, ce carrefour virtuel permettrait d'offrir aux organismes qui le désirent un espace de partage d'outils de formation et d'analyse sociopolitique qu'ils ont eux-mêmes développés.

La création d'un petit **guide d'accompagnement à l'élaboration d'outils** (sorte de pense-bête rappelant le processus et les pratiques d'éducation populaire dont le format et le contenu restent à définir) pourrait à la fois être offert sur le carrefour virtuel et en version papier aux intervenantEs afin de les soutenir dans une tâche qui semble extrêmement fréquente et qui pourtant n'est que peu soutenue à l'heure actuelle.

- **Un service d'accompagnement?**

Les intervenantEs rencontrés ont nommé des besoins auxquels on pourrait répondre par un **service d'accompagnement, de support et de coaching** à l'analyse sociopolitique et à l'éducation populaire autonome, ou encore un service de vulgarisation d'outils et de validation de démarches. De manière informelle, le CPRF se voit déjà adresser diverses demandes allant en ce sens, tant par des organismes locaux que par des regroupements. Certains suggéraient un numéro 1-800 où valider des démarches ou des outils d'ÉPA, mais à l'ère de l'informatique, il se pourrait qu'un tel service soit plus commode s'il était offert via le web. Nous devons poursuivre notre réflexion afin de déterminer si ce service doit être offert, et si oui, s'il doit être indépendant du carrefour virtuel ou non.

- **Former la relève... et les autres!**

Une suggestion de la part des intervenantEs allait dans le sens de créer un **programme de formation** aux pratiques d'éducation populaire autonome et de formation à l'analyse sociopolitique pour la relève dans le milieu communautaire. Sans nier qu'il y ait un besoin de ce côté, le CPRF ne pourrait se lancer seul dans une telle aventure. Aussi, la

création d'un carrefour virtuel sur l'éducation populaire autonome devrait combler en partie ce besoin. Toutefois, un projet s'adressant entre autres à la relève pourrait être développé avec l'aide de nos alliés et partenaires dans la formation conscientisante.

- **Permettre de pousser la réflexion**

Les conclusions de la présente enquête nous permettent d'appréhender plusieurs questions beaucoup plus larges, qui relèvent moins des outils et des techniques de formation que des pratiques et des philosophies d'intervention. Sans avoir la prétention de détenir toutes les réponses, le CPRF pourrait jouer un rôle intéressant en **alimentant la réflexion** des personnes travaillant dans le milieu communautaire sur des thèmes tels que : la tyrannie du temps, l'effet démobilisant de l'approche clientéliste et marchande, les rapports inégalitaires qui ont cours dans nos milieux, la détention du savoir et de la compétence, l'importance d'enraciner son engagement dans la transformation sociale, etc. Ces thématiques, à peine effleurées dans le présent rapport, semblent être des nœuds importants dans l'exercice des pratiques d'éducation populaire autonome et de formation à l'analyse sociopolitique. L'intérêt des intervenantEs rencontréEs pour aborder de tels sujets et les discuter entre eux ne fait aucun doute. C'est donc un autre champ que le CPRF pourrait investir dans les années à venir.

5.4 CONCLUSIONS

Outre la confirmation de notre orientation actuelle ainsi que la validation des pistes de développement déjà envisagées, la présente enquête nous a mis sur la piste de divers besoins insoupçonnés chez les intervenantEs. Les différentes avenues discutées avec les intervenantEs sont **riches de possibilités** et nous motivent à poursuivre notre travail de formation conscientisante. Bien sûr, la mise en œuvre de toutes ces bonnes idées demandera quelques années, mais en définitive, nous sommes persuadés que le milieu communautaire québécois se trouvera ainsi mieux outillé pour jouer son rôle dans la transformation sociale.

6) SECTION SUR LE WEB 2.0

Depuis quelques années maintenant, le web offre une quantité sans cesse croissante d'outils virtuels permettant la formation à distance. Au moment de la réalisation de ce projet, le CPRF ne possédait qu'un site Internet traditionnel statique. Les connaissances de l'équipe de formation étant très limitées, l'organisme a jugé bon de consulter un expert en la matière afin de saisir l'ensemble des possibilités offertes par le web interactif. C'est un représentant du CDÉACF qui a assuré la formation de base de l'équipe du CPRF, faisant avec elle un survol des principaux outils Web 2.0. Cette mise à niveau a entre autres permis à l'équipe du CPRF de préparer le questionnaire d'enquête sur les besoins des organismes.

Après la formation de base offerte par François Dallaire du CDÉACF, il a été plus facile pour le CPRF d'interpeller deux autres organisations communautaires ayant fait le choix de passer au Web interactif 2.0, entre autres pour les besoins de formation à distance. Étant donné la nature du CPRF, le choix a porté sur deux organisations nationales qui font aussi de la formation, à savoir l'RD des centres de femmes et Développement et Paix. Les entrevues semi-dirigées duraient approximativement deux heures et se divisaient en cinq blocs.⁴ Les objectifs de ces rencontres étaient de déterminer la pertinence des outils Web 2.0 pour le CPRF, d'explorer les apports de l'utilisation de ces outils dans les groupes ciblés et de vérifier leur impact, tant sur la visibilité que sur les méthodes de travail et la gestion.

Les outils employés par les deux groupes se classifient en trois grandes familles :

Interaction : Courrier électronique, liens d'interaction du cyberbulletin, liste de discussion, fil RSS.

Contenu : Facebook, Blogue, Cyberbulletin, Twitter, Flickr, Youtube, Wikipedia.

Réseautage : Facebook, LinkedIn.

⁴ **Voir annexe 2** : Tournée MELS 2010-2011 – La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir ! - QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE SUR LE WEB 2.0

Ces outils ont été implantés pour répondre à des objectifs de visibilité, d'information et de mise en relation avec les membres et sympathisants, et même de partage en temps réel d'un événement médiatique. Ils alimentent la vie associative des organismes sans passer par les moyens traditionnels, mais sans non plus les dédoubler. Les deux groupes consultés insistent sur l'importance de bien cerner les objectifs avant de développer un outil du Web 2.0. Il est important de se demander à qui on veut parler. Par exemple, Facebook permet de rejoindre les plus jeunes, de donner de la visibilité dans de nouveaux réseaux.

Pour l'R des centres de femmes du Québec, l'emploi de Facebook a eu un effet insoupçonné : il a resserré le lien entre des femmes membres de leur centre de femmes local et l'R, un lien qui n'existait pratiquement pas au départ. Il est essentiel de tisser la toile pour augmenter la visibilité ; chaque outil est nourri par les autres, et cela crée un effet boule de neige.

Ni l'R ni Développement et Paix ne retourneraient en arrière car les outils développés ont des effets positifs indéniables. Le nombre de visites sur leur site web statique a augmenté significativement, de même que leur visibilité sur les principaux moteurs de recherche. Le sentiment d'appartenance de leurs membres a lui aussi augmenté, et ils ont désormais plus de facilité à transmettre toutes sortes d'informations.

Au plan de la gestion, les outils Web 2.0 exigent des interventions fréquentes mais relativement brèves. Il s'agit de développer l'habitude et de l'insérer dans sa routine de travail. Les façons de travailler sont profondément modifiées par l'apparition des outils du Web 2.0.

C'est vraiment un changement de méthode de travail. Les deux groupes mentionnent par exemple que le blogue a mené à la disparition du bulletin de liaison traditionnel et à la diminution des frais d'envoi postaux. Aussi, le style d'écriture n'est pas le même sur le Web que sur papier. Il faut toutefois se méfier des potentialités de

l'instantanéité, qui peut facilement devenir accaparant si on balise mal le temps accordé à ces outils.

La dernière mise en garde concerne la fracture numérique entre les gens habiles à naviguer sur le Web et ceux qui ne le sont pas. L'abandon du bulletin traditionnel peut laisser pour compte beaucoup de membres qui ne sont pas amateurs de clavier et d'écran. Ce sont des facteurs à considérer au moment de faire des choix.

CONCLUSIONS

Le CPRF ne compte pas effectuer un virage complet vers les technologies de l'information car il considère que rien ne pourra jamais remplacer le contact humain, particulièrement dans son champ d'intervention. Nous maintiendrons donc notre offre de formation, de même que les autres outils développés au fil du temps, comme le bulletin trimestriel du CPRF. Cependant, suite à l'enquête, il est désormais acquis que certaines pratiques se verront transformées et que de nouveaux outils seront intégrés au mode de fonctionnement du CPRF. De plus, comme nous cernons désormais beaucoup mieux les besoins des intervenantEs en termes d'outillage d'avant session, d'après session et en soutien à distance, nous serons à même de développer du matériel pédagogique efficace et pertinent.

Par-dessus tout, les discussions avec les intervenantEs ont permis de déterminer clairement les balises du développement de notre carrefour virtuel. Nous serons en mesure de développer une plateforme virtuelle conviviale et réellement utile, qui tiendra compte des limites exprimées au cours de la tournée. Entre autres, certains outils et possibilités du web interactif seront privilégiés par rapport à d'autres, qui pourraient être employés en appui, mais pas de façon centrale (PowerPoint, vidéo captures, etc.). Nous savons aussi que les outils mis en ligne sur le carrefour virtuel devront comprendre un volet analyse et un volet démarche d'animation pour être réellement aidants dans le quotidien des organismes.

À plus long terme, nous espérons que le carrefour virtuel pourra devenir une communauté de pratiques en analyse et formation sociopolitique. Cet espace virtuel de réseautage et d'échange de pratiques devrait équiper les intervenantEs et leur permettre d'acquérir ou d'actualiser leurs compétences en formation sociopolitique. Finalement, grâce à une présence accrue sur le web, nous pouvons espérer offrir aux pratiques d'éducation populaire autonome une meilleure visibilité et une meilleure diffusion, partout au Québec et même ailleurs.

REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier les organismes qui ont dégagé du temps à leurs intervenantEs et salariéEs afin de participer à cette enquête. Nous savons combien il est difficile, dans le tourbillon d'activités d'une année, de réserver du temps à la réflexion et à la formation.

Abitibi- Témiscamingue

APHV-AT; CROC-AT; RÉPAT; ATTAAT; Maison de la famille Rouyn-Noranda

Côte-Nord

Centre des femmes de Forestville ; L'Étincelle de Baie-Comeau ; Table des groupes populaires de la Côte-Nord ; ACEF ; Table des groupes de femmes de la Côte-Nord ; Carrefour Familial

Gaspésie

Femmes entr'elles ; Femmes en mouvement ; Centr'Elles ; Table des groupes de femmes Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine ; CALACS

Les Îles-de-la-Madeleine

Regroupement des Femmes La Sentin'elles; CALACS L'espoir ; L'Accalmie

Bas St-Laurent et Saguenay Lac St-Jean

MÉPAC

Un merci particulier à nos partenaires régionaux qui ont été d'un soutien remarquable dans cette aventure que représente toujours une tournée nationale. Marie-Thérèse Forest (Table des groupes de femmes Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine), Philippe

Marquis (RÉPAT), Solange Turbide (Regroupement des femmes La Sentin'elles), Michel Savard (Table des groupes populaires de la Côte-Nord). Qu'on est bien accueillis par chez vous ! Merci aussi à Dominik Villeneuve d'avoir collaboré à l'enrichissement de cette enquête, en répondant à nos questions sans avoir suivi la session de formation. C'était très généreux.

D'autres remerciements s'adressent à François Dallaire, du CDÉACF, pour avoir permis à l'équipe du CPRF de s'approprier le vocabulaire et de saisir les potentialités offertes par le Web 2.0, à François Gloutnay, de Développement et Paix, et à Odile Boisclair, de l'R des centres de femmes du Québec, pour avoir si généreusement partagé leur expérience d'implantation et d'utilisation d'outils virtuels dans leur organisation.

Finalement, un grand merci à notre comité d'expertEs en formation et aux membres de notre conseil d'administration qui ont joué leur rôle avec brio. Lise Lebrun, Anne-Marie de La Sablonnière et Claire Harvey (organisatrices communautaires et formatrices), Véronique Martineau et Anna Kruzynski (chercheures) ont accompagné l'équipe de formation du CPRF en tant que comité d'expertEs et Marcel Lebel, Yann Panneton, Françoise Marcelin, Michèle Leblanc, Jonathan Blais, André Myre, Jean-Pierre Lafond ont siégé au conseil d'administration durant toute l'aventure.

ANNEXES

- ANNEXE I** TOURNÉE MELS 2010-2011 – LA FORMATION SOCIOPOLITIQUE, UNE COMPÉTENCE À DÉVELOPPER ET À SOUTENIR ! - DÉMARCHE ET QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE
- ANNEXE II** TOURNÉE MELS 2010-2011 – LA FORMATION SOCIOPOLITIQUE, UNE COMPÉTENCE À DÉVELOPPER ET À SOUTENIR ! - QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE SUR LE WEB 2.0
- ANNEXE III** TOURNÉE MELS 2010-2011 – LA FORMATION SOCIOPOLITIQUE, UNE COMPÉTENCE À DÉVELOPPER ET À SOUTENIR ! - PISTES DE SOLUTIONS
- ANNEXE IV** TOURNÉE MELS 2010-2011 – SYNTHÈSE DES PISTES DE DÉVELOPPEMENT POSSIBLES POUR LE CPRF



La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir

DÉMARCHE ET QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE

Bloc 0 Introduction

- Présentation du CPRF et de l'atelier
- Mentionner que nous partagerons avec toutes les régions visitées les conclusions dégagées de l'ensemble des ateliers de la tournée

Objectifs :

- Réfléchir sur l'importance et la place faite à la formation sociopolitique dans vos organismes.
- Énumérer des conditions et des besoins des groupes et des intervenantEs pour y donner toute son importance.
- Explorer des moyens et des outils pour en maximiser les effets et soutenir à distance les efforts des groupes et des intervenantEs dans ce défi.

Bloc I La place de l'analyse sociopolitique dans la pratique des organismes (60 min.)

Avant la rencontre, on demande aux groupes participants de faire la liste des activités de formation sociopolitique données l'an dernier dans leur organisme et qui y a participé

1- Activité brise-glace (30 min.) :

Mise en commun des listes des activités de formation sociopolitique

- *Qu'est-ce qui se dégage comme définition d'une activité de formation sociopolitique ?*
- *Qu'est-ce que cela révèle de la place de la formation sociopolitique dans votre organisme ?*

2- Place des participantEs dans les activités de formation sociopolitique. (10 min)

Considérant le portrait qui se dégage des personnes ayant participé aux formations offertes dans vos organismes l'an dernier :

Comment se fait la formation sociopolitique à partir du vécu et avec les personnes membres de votre organisme ?

3- Conditions favorables et défavorables (20 min)

- *Quelles sont les conditions favorisant la pratique de l'analyse sociopolitique et quelles sont les conditions qui rendent son exercice difficile ?*
- *Quelles en sont les retombées dans votre organisme ? Pour les membre ? Pour les intervenantEs ?*

Bloc II Les besoins pour soutenir l'appropriation et l'impact de la formation sociopolitique ? (60 min)

1- Qu'est-ce qui vous aiderait à maximiser l'impact de la formation sociopolitique dans le quotidien de votre organisme ?

a) *Impacts des temps de formation* : suites à donner, intégration au plan d'action... (15 min)

- En prenant l'exemple de la formation Écologie et justice d'hier, quels moyens pourriez vous vous donner pour en maximiser les effets dans votre organisme ?
- Qu'est-ce que le CPRF pourrait offrir suite à la session pour aider votre organisme à poursuivre et approfondir son analyse et son action ?

b) *Des outils pédagogiques* (15 min)

Comment vous sentez-vous habilités à développer ou à adapter des outils ou des démarches pédagogiques d'ÉPA sur des enjeux sociopolitiques ?

c) *Du soutien à distance* (15 min)

Quel soutien le CPRF pourrait-il offrir pour vous aider à mieux intégrer des pratiques d'analyse sociopolitique dans le quotidien de votre organisme ?

d) *Du réseautage* (15 min)

Partager sur vos pratiques de réflexion participative et vos expériences de formation sociopolitique avec d'autres groupes ou regroupements correspondrait-il à un besoin ou un intérêt de votre part ?

Bloc III La place du web dans les pratiques d'analyse sociopolitique des organismes (15 min)

- *Comment le web pourrait-il vous être plus utile pour soutenir vos pratiques d'analyse sociopolitique ?*



La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir

QUESTIONNAIRE D'ENTREVUE SUR LE WEB 2.0

Bloc 1 **Introduction**

- Présentation du CPRF et de l'atelier
- Présentation des objectifs de la rencontre

Objectifs de la rencontre :

- o Déterminer la pertinence des outils Web 2.0 ou autres pour les besoins u CPRF.
- o Explorer les apports de l'utilisation de ces outils dans les groupes ciblés.
- o Vérifier l'impact de l'utilisation et de la visibilité pour les groupes visités.
- o Vérifier ce que cela signifie en terme de gestion.

Bloc II **Répertorier les outils du Web 2.0 ou autres utilisés par le groupe visité.**

- o Quels sont les outils du Web 2.0 ou autres utilisés dans votre organisme ?

Bloc II **Objectifs de départ, critères de sélection et utilité réelle des outils Web 2.0 ou autres utilisés**

- o Quels étaient les objectifs de départ de votre organisme ?
- o Quels ont été les critères de sélection des outils Web 2.0 actuellement utilisés par votre organisation ?
- o Leur implantation ont-ils exigés beaucoup de ressources –financières, - en temps, - matérielles, - informatiques ?
- o Ces outils atteignent-ils les objectifs qui étaient les vôtres au point de départ ?
- o Ces outils vous sont-ils vraiment utiles ? Si oui, dans quelle mesure ? Si non, pourquoi ?

Bloc VI **Visibilité pour l'organisme**

- o Les outils Web 2.0 ont-ils contribué à augmenter la visibilité de votre organisme ? Si oui, dans quelle proportion ? Si non, à quoi l'attribuez-vous?

Bloc V **Gestion des outils Web 2.0 ou autres**

- o Cela a-t-il changé quelque chose dans vos pratiques et votre organisation du travail ?
- o Devez-vous y mettre beaucoup de temps et de ressources ? Quelqu'un à temps plein ?

La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir!

SYNTHÈSE DES CONSTATS ET DES PISTES DE SOLUTIONS

Un consensus se dégage

Toutes les personnes rencontrées lors de l'enquête réaffirment que la pratique participative de réflexion sociopolitique est une compétence essentielle à développer et partager. Elle permet de créer, avec les participantEs de nos organisations, de réels espaces d'apprentissage à l'exercice démocratique ainsi qu'à l'analyse des causes autour des inégalités sociales, politiques et économiques qui portent atteintes aux droits et à la dignité des personnes et des collectivités. Elle est une assise incontournable de réappropriation du pouvoir autour d'enjeux de société par celles et ceux qui en sont trop souvent écartés. Et enfin, elle demeure une caractéristique majeure qui permet au mouvement d'action communautaire autonome (ACA) de garder et jouer son rôle d'acteur du développement de la société québécoise.

Cependant, certains paradoxes ont été aussi identifiés comme défis importants pour développer cette compétence et les pratiques de formation sociopolitique participative.

La tyrannie du temps

On admet que...

Le **temps nécessaire pour permettre aux personnes de saisir ENSEMBLE les causes** de leur situation et soutenir leur légitime indignation n'est pas toujours dégagé. Le développement d'une conscience critique chez les personnes qui fréquentent les organismes est donc souvent remis à plus tard.

Pistes de solutions :

- Revoir régulièrement les priorités en fonction des réalités des personnes qui fréquentent les organismes et intégrer la pratique de formation à l'analyse sociopolitique à la vie du groupe.
- Redevenir maîtres de nos agendas et calendriers pour **déterminer quand et comment** insérer cette pratique et des temps de réflexion et de formation à caractère sociopolitique **vécus AVEC les personnes** participantes aux prises avec les réalités d'exploitation et d'exclusion.
- Sacrifier, si nécessaire, d'autres priorités ou renoncer à certaines sources de financement qui nous amènent ailleurs que là où nous souhaitons être, qui nous

poussent à entrer dans une logique de reddition de compte si fine que nous en perdons la vue d'ensemble.

Membre, militant ou client?

On admet que...

Le clientélisme et la culture de service dans les organismes communautaires **transforment** les rapports entre intervenantEs et participantEs. Ces mécanismes font écran à la perception des personnes comme étant d'abord des citoyenNEs ayant des droits et choisissant volontairement de s'unir dans des organismes démocratiquement gérés par eux et elles, en vue de revendiquer et de faire respecter ces droits.

Pistes de solutions :

- Se questionner et tenir des discussions sur ce thème avec les personnes participantes, les membres et les administrateurs-trices, de manière à choisir, revoir ensemble et identifier clairement l'orientation de l'organisme dans une perspective de **développement de l'empowerment collectif**.
- Convier les membres et les participantEs à une réflexion sur les différents volets ou services de l'organisme pour valider s'ils répondent à la mission de l'organisme et s'ils s'inscrivent dans une perspective de transformation sociale.
- Assumer le risque d'accepter de soumettre notre travail d'animation, d'intervention, et d'offre de services à l'évaluation, par les personnes participantes, en mettant à profit leur expérience pour nous assurer que nous respectons la dignité et l'autonomie de chacunE et que les services offerts ne vont pas à l'encontre de la vision de transformation sociale que nous prônons.
- Nous y gagnons **en cohérence et en crédibilité**, mais aussi en sentiment de valorisation personnelle et collective, puisque ce qui appelle souvent les intervenantEs à œuvrer dans le milieu communautaire est l'approche alternative et critique des milieux institutionnels ainsi que le désir de transformation sociale.

Sommes-nous dans un rapport égalitaire?

On admet que...

Il existe un clivage entre les salariéEs et les personnes participantes (question de langage, d'approche, de formation, mais aussi de posture et de pouvoir). Ces dernières, souvent démunies, se perçoivent difficilement comme premières expertes de leur situation devant des organisations hiérarchiques très structurées où la parole est souvent monopolisée par *ceux qui savent et qui ont un pouvoir*. Il y a un danger de reproduire dans nos groupes une coupure que nous dénonçons au sein de notre société. Cette distance

existe aussi parfois dans les rapports entre organismes de base et regroupements nationaux.

Les intervenantEs rencontréEs nous ont redit leur **désir de s'outiller, d'être soutenuEs et conseilléEs** pour remettre les principes de base de l'éducation populaire autonome au cœur de leurs pratiques quotidiennes, en privilégiant en particulier le maintien de **rapports égalitaires** pour remettre le débat démocratique dans les pratiques au quotidien.

Pistes de solutions

- Garder en tête que: les milieux dans lesquels nous travaillons **appartiennent aux gens qui les fréquentent et les investissent**. Ils et elles sont les expertEs de leur réalité et les mieux placéEs pour nommer leurs besoins et déterminer comment y répondre au mieux, et comment agir en vue d'une transformation sociale.
- Revenir à une compréhension des problématiques **en termes de droits collectifs** plutôt qu'en termes de besoins individuels.
- Travailler à une reprise de pouvoir des gens sur leur vie et sur leurs collectivités, entre autres en mettant en pratique les principes de l'éducation populaire soit : *Partir des gens, décider ensemble, passer des besoins aux droits, comprendre nos conditions de vie et agir collectivement en vue d'une transformation sociale.*
- Développer de réels espaces démocratiques dans nos organismes où la parole appartient aux participantEs, aux membres en les incluant dans les décisions, à tous les niveaux.
- Suivre ce processus pour les mobilisations organisées par les regroupements nationaux ce qui augmenterait leurs chances de mobiliser largement et de refléter le mieux possible les revendications des personnes au cœur de leur action sociopolitique.

Qui reçoit les formations?

On constate que...

La pratique de réserver les temps de formation à l'analyse sociopolitique aux intervenantEs est souvent **inefficace** dans la perspective de transmettre et de développer l'analyse AVEC les personnes participantes, puisque les intervenantEs n'ont pas le temps ou ne se sentent pas suffisamment outiller pour les retransmettre efficacement dans leur groupe. Cela contribue à **accentuer le clivage** existant entre salariéEs et non-salariéEs.

Pistes de solution

- Développer, au sein de l'organisme, des **temps de formation communs en analyse sociopolitique** suivis par l'ensemble des personnes concernées (intervenantEs, membres, administrateurs, participantes).

- Lorsque les formations sont offertes hors les murs de l'organisme, déléguer des salariéEs et des non-salariéEs, qui pourront ensuite **travailler ensemble** au transfert et/ou à une animation dans leur organisme favorisant ainsi la reprise du pouvoir individuel et collectif et la valorisation des compétences des personnes participantes.

Qui en détient la compétence?

On constate que...

Un certain nombre d'intervenantEs du milieu communautaire ne possèdent plus le savoir-faire de l'éducation populaire autonome. La transmission de ces savoirs et pratiques se perd et ne se fait pas automatiquement par le fait d'occuper un emploi dans un organisme communautaire autonome. Il est urgent de revaloriser les compétences et actualiser les connaissances en éducation populaire autonome, de façon à permettre que les savoirs des personnes en situation d'exclusion **soient au cœur** des pratiques de formation et d'analyse sociopolitique, ainsi que des actions collectives de nos organismes.

Pistes de solution

- Commencer **ce travail de collecte et de diffusion des principes et des pratiques** qui guident l'action communautaire autonome, en particulier autour de l'éducation populaire autonome pour la transmission de ces savoirs aux générations futures.
- Développer et partager des outils permettant ce transfert de pratiques et d'expertises.
- Le CPRF pourrait s'associer à ce travail en développant, recueillant et diffusant des outils et des pratiques gagnants développés aussi par d'autres organismes intéressés à les partager.

Les effets pervers de la *professionnalisation* du milieu communautaire

On constate que...

Au moment de l'embauche au sein des organismes, les exigences de plus en plus grandes dans les milieux communautaires (en raison des services plus spécialisés développés, des exigences des bailleurs de fonds...) impriment un glissement vers la recherche d'expertEs avec des compétences spécialisées pour répondre à des besoins spécifiques souvent au détriment des habiletés ÉPA. Or, cette *professionnalisation*, non négligeable, du milieu communautaire contribue à dévaluer les acquis expérimentiels. Ces choix contribuent souvent à **accentuer les rapports inégaux** et la disparition des pratiques d'éducation populaire autonome. Paradoxalement, elle favorise le fonctionnement en silo, perdant la perspective globale de transformation sociale, accentue le sentiment d'incompétence des personnes moins scolarisées ou forméEs et nuit à la capacité de mobilisation visée par des pratiques d'empowerment.

Pistes de solutions

- **Repenser nos processus d'embauche** et nos exigences dans une perspective d'éducation populaire autonome au moment d'écrire les descriptions de poste de nos organismes et de penser nos questions d'entrevue.
 - Identifier les compétences dont on a réellement besoin.
 - Voir comment et où elles ont été acquises.
 - Un diplôme est-il central et incontournable?
 - Vérifier, en entrevue, la vision de transformation sociale, la compréhension politique des situations d'oppression et d'exclusion vécues par les personnes.
 - Mesurer la capacité à faire de l'analyse sociopolitique AVEC les personnes auprès de qui les candidatEs seront appeléEs à travailler.
- Identifier et clarifier les processus d'intégration et d'accompagnement des nouvelles personnes pour s'assurer du transfert de pratiques et de connaissances en ÉPA par l'équipe et les participantEs.

Le manque d'outils

On constate que...

Le manque d'outils de formation et d'analyse sociopolitique adaptés aux besoins des groupes communautaires (en raison du temps exigé pour l'adaptation, le langage utilisé et l'absence de pistes et moyens concrets pour les utiliser dans une démarche d'animation) est significatif. Cela révèle à **quel point** les pratiques d'éducation populaire autonome ont peu été inventoriées et documentées au fil du temps pour en faciliter la transmission. De plus, peu de travail est fait **après** les formations pour **soutenir l'intégration** de ces nouveaux contenus ou nouvelles pratiques dans le quotidien des organismes.

Pistes de solution

- **Préparer des outils pour la relève** si on ne veut pas voir ces pratiques disparaître.
- Concevoir des outils bien vulgarisés et nécessitant un minimum d'adaptation par les intervenantEs des milieux communautaires, afin de soutenir leur travail au quotidien.
- De plus, lorsqu'une formation est élaborée et circule dans le milieu communautaire, un effort doit être fait au plan de l'après-formation pour **favoriser son enracinement**. Tant les concepteurs des formations autant que les organismes qui les reçoivent auraient tout intérêt à prévoir ces suites et à développer des outils en conséquence.

La formation sociopolitique, une compétence à développer et à soutenir!

SYNTHÈSE DE PISTES DE DÉVELOPPEMENT POSSIBLES POUR LE CPRF

Les pistes identifiées ne remettent aucunement en question l'approche du CPRF, son offre de formation actuelle, ni sa pédagogie puisque les commentaires des intervenantEs confirment plutôt que la stratégie du CPRF est gagnante. Cependant, les pistes proposées l'interpellent à améliorer l'ancrage et le rayonnement de ces pratiques au-delà des seuls temps de formation à l'analyse sociopolitique offerts par le CPRF.

Le travail en amont de la formation

- Améliorer notre questionnaire utilisé et complété avec la personne contact dès le premier contact d'une demande de formation. Ce questionnaire qui rappelle aussi certaines conditions pour faire de cette formation un succès.
- Accompagner ce questionnaire d'un **outil de réflexion** rappelant divers éléments clés tels que :
 - L'importance de vivre les temps de formation ENSEMBLE (intervenantEs, administrateurs, membres, participantEs).
 - L'importance d'en déterminer clairement les objectifs pour l'organisme, comment elle veut soutenir une réflexion sur les pratiques ou la visée de transformation sociale, comment elle s'intègre au plan d'action.
 - Prévoir des temps pour y revenir ensemble lui donner suite.
 - Identifier les moyens qui assureront son enracinement et ses impacts dans la vie de l'organisme.
- **Développer sa pratique de conseil** en éducation populaire autonome en continuant à siéger à des comités nationaux de création de matériel pédagogique et d'outils de formation destinés aux organismes locaux. Cette expertise du CPRF permet la création d'outils plus adaptés et vulgarisés.

Le travail en aval de la formation

- À la lumière des précisions apportées, revoir les outils d'après session que le CPRF a commencé à développer, et jugés extrêmement pertinents par les personnes rencontrées, pour aider à reprendre des contenus et des démarches de la formation de façon autonome dans les groupes.
- **En développer d'autres** pour les sessions de formation qui n'en ont pas encore.
- **Mettre en ligne** certains de ces outils sur le carrefour virtuel qui sera créé.

- **Alimenter en contenus les groupes et intervenantEs** après les sessions de formation (Exemple, l'évolution du dossier des gaz de schiste en lien avec la formation *Écologie et justice*) en développant des listes de ressources où puiser de l'information ainsi que des hyperliens sur le carrefour virtuel.

Le soutien à distance

- **Autour de la création d'un carrefour virtuel :**
 - Développer carrefour virtuel dès l'année 2012 : sorte de guichet libre-service d'outils et de démarches d'ÉPA accompagné d'un blogue, qui s'enrichira de divers outils d'analyse de la conjoncture, de l'actualité ou des médias, permettant de faire de l'analyse sociopolitique avec les personnes participantes des organismes.
 - Développer et diffuser à la fois des outils d'après session et divers outils distincts des sessions du CPRF.
 - Éventuellement, ce carrefour virtuel permettrait d'offrir aux organismes qui le désirent un espace de partage d'outils de formation et d'analyse sociopolitique qu'ils ont eux-mêmes développés ou adaptés.
- **Créer un guide d'accompagnement à l'élaboration d'outils** (sorte de pense-bête rappelant le processus et les pratiques d'éducation populaire dont le format et le contenu restent à définir) qui serait offert sur le carrefour virtuel et en version papier aux intervenantEs pour les soutenir dans une tâche de formation sociopolitique.

Un service d'accompagnement?

- **Donner suite au besoin un service d'accompagnement, de support et de coaching** à l'analyse sociopolitique et à l'éducation populaire autonome, ou encore un service de vulgarisation d'outils et de validation de démarches pour répondre aux besoins des intervenantEs.
- **Poursuivre notre réflexion** afin de déterminer si ce service doit être offert, et si oui, s'il doit être indépendant du carrefour virtuel ou non.

Former la relève... et les autres!

- **Être ouvert et sensible à la suggestion de création d'un programme de formation** aux pratiques d'éducation populaire autonome et de formation à l'analyse sociopolitique pour la relève dans le milieu communautaire.
- Dans l'impossibilité du CPRF de se lancer seul dans une telle aventure, **interpeler nos alliéEs et partenaires dans la formation conscientisante** autour d'un projet de formation s'adressant entre autres à la relève.

Permettre de pousser la réflexion

- Outre les questions qui relèvent moins des outils et des techniques de formation, **alimenter et créer des conditions favorables la réflexion** sur des pratiques et des philosophies d'intervention des personnes travaillant dans le milieu communautaire sur des thèmes tels que :
 - la tyrannie du temps,
 - l'effet démobilisant de l'approche clientéliste et marchande,
 - les rapports inégalitaires qui ont cours dans nos milieux,
 - la détention du savoir et de la compétence,
 - l'importance d'enraciner son engagement dans la transformation sociale,
 - etc...

L'intérêt des intervenantEs rencontréEs pour aborder de tels sujets et les discuter entre eux ne fait aucun doute. C'est donc un autre champ que le CPRF pourrait investir dans les années à venir.

CONCLUSIONS

Bien que l'enquête valide notre orientation actuelle et les pistes de développement déjà envisagées, nous avons pu identifier d'autres besoins insoupçonnés. Les différentes avenues discutées sont **riches de possibilités** et nous motivent à poursuivre notre travail de formation conscientisante.

La mise en œuvre de toutes ces bonnes idées demandera quelques années, mais en définitive, nous sommes persuadés que le milieu communautaire québécois se trouvera ainsi mieux outillé pour jouer son rôle dans la transformation sociale.



**Carrefour
de participation,
ressourcement et
formation**

514-526-2673

cprf@cooptel.qc.ca

www.cprf.biz

2520 Lionel Groulx, Bureau 315

Montréal, Québec, H3J 1J8